



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 30.05.2012
DTS(2012) 141 final

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

accompagnant le

RAPPORT DE LA COMMISSION

sur la politique de la concurrence 2011

{ COM(2012) 253 final }

Table des matières

I.	ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION ET DES POLITIQUES	2
	La politique de la concurrence et sa mise en œuvre dans un contexte plus global	2
1.	Derniers développements dans le domaine des aides d'État en ces temps de crise	2
2.	SIEG – un projet majeur	4
3.	Contribution des aides d'État à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020	6
4.	Contrôle des aides d'État par la Commission et efforts déployés en vue de la récupération des aides	8
	Application des règles en matière d'ententes et d'abus de position dominante	
1.	Un cadre de référence solide pour l'application des règles de concurrence	10
2.	Améliorer les procédures, accroître la transparence, préserver l'efficacité	11
3.	Application du droit de la concurrence de l'UE par la sphère privée	12
4.	Accords de transfert de technologie: prochain examen de cette politique à la lumière des objectifs Europe 2020	13
5.	Une position toujours ferme à l'égard des ententes	14
6.	Coopération effective au sein du réseau européen de la concurrence ainsi qu'avec les juridictions nationales	16
7.	La dimension internationale	17
	Contrôle des concentrations	
1.	Renforcement de la coopération entre les États membres et au niveau international	18
2.	Nouvelle augmentation des notifications de concentrations et accroissement de la complexité des affaires	19
II.	SITUATION PAR SECTEUR	20
1.	Énergie et environnement	20
2.	Technologies de l'information et de la communication (TIC) et médias	25
3.	Transport ferroviaire	29
4.	Industrie pharmaceutique et services de santé	32
III.	DIALOGUE AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS CONCERNANT LA CONCURRENCE	35
IV.	ANNEXES	39

I. ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION ET DES POLITIQUES

La politique de la concurrence et sa mise en œuvre dans un contexte plus global

La politique de la concurrence de l'UE poursuit trois objectifs essentiels: i) protéger la concurrence sur le marché afin d'améliorer le bien-être des consommateurs, ii) soutenir la croissance, l'emploi et la compétitivité de l'économie de l'UE et iii) encourager une culture de la concurrence.

Ces objectifs constituent un volet important des objectifs généraux plus larges de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Cette stratégie fixe des objectifs concrets à atteindre au cours de la prochaine décennie dans des domaines tels que l'emploi, l'éducation, l'utilisation de l'énergie et l'innovation, le but étant de surmonter les conséquences de la crise financière et de relancer la croissance économique européenne. Pour la réalisation globale de ces objectifs, la Commission et les États membres doivent envisager de prendre des mesures d'application tout en menant des actions de sensibilisation.

Un affaiblissement du cadre de la concurrence aurait une incidence négative sur la croissance. Pour reconstruire l'économie, il est essentiel d'avoir une politique de la concurrence forte, mise en œuvre au moyen de tous les instruments disponibles – contrôle des aides d'État, des ententes et des concentrations. En cette période de difficultés économiques, certains peuvent appeler à un assouplissement des règles en matière de concurrence afin de répondre aux préoccupations à court terme des entreprises. Un tel assouplissement aurait pour effet d'empêcher une reprise vigoureuse. Il est donc primordial de maintenir intégralement les règles en matière de concurrence, y compris dans le contexte économique actuel.

La concurrence stimule l'esprit d'entreprise, améliore l'efficacité et crée les meilleures conditions pour l'innovation. En d'autres termes, des marchés compétitifs profitent à tous – consommateurs, contribuables, citoyens et entreprises. Pour sensibiliser les citoyens européens à ces questions, la Commission a lancé divers projets de communication visant à leur expliquer les avantages de la politique de concurrence¹.

AIDES D'ÉTAT

1. Derniers développements dans le domaine des aides d'État en ces temps de crise

L'incertitude qui règne sur les marchés financiers a nécessité la prorogation des règles extraordinaires, adoptées en 2011, applicables aux aides d'État dans un contexte de crise. Le 1^{er} décembre, la Commission a décidé de proroger les règles spéciales applicables aux institutions financières dans le contexte de la crise². Cette prorogation comportait certaines

¹ Ces projets peuvent être consultés à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/competition/consumers/why_fr.html.

² Communication de la Commission concernant l'application, à partir du 1^{er} janvier 2012, des règles en matière d'aides d'État aux aides accordées aux banques dans le contexte de la crise financière (JO C 356 du 6.12.2011, p. 7).

modifications des conditions de rémunération des garanties et de la recapitalisation. Les règles s'appliqueront aussi longtemps que l'exigent les conditions du marché.

Grâce à ces règles, le contrôle des aides d'État a permis de continuer à apporter une réponse cohérente à la crise financière sur tout le territoire de l'Union et a sensiblement contribué à limiter les distorsions de concurrence entre les établissements financiers bénéficiaires au sein du marché unique. Le contrôle des aides d'état au cours de la crise financière a fait l'objet d'une évaluation détaillée qui figure dans le document de travail de la Commission intitulé «*The effects of temporary State aid rules adopted in the context of the financial and economic crises*»³ («Les effets des règles applicables aux aides d'État temporaires adoptées dans le cadre de la crise économique et financière»), que cette dernière a publié en réponse à une demande du Parlement.

La Commission a gardé la même ligne de conduite à l'égard des banques défaillantes en adoptant une série de décisions importantes tout au long de l'année. Les établissements pour lesquels un retour à la viabilité n'est pas envisageable doivent sortir du marché et ne pas être maintenus à flot artificiellement grâce au soutien répété de l'État. La banque irlandaise Anglo Irish Bank, en proie aux difficultés, constitue un bon exemple. La Commission a approuvé le plan présenté par les autorités irlandaises, qui prévoit une liquidation conjointe d'Anglo Irish Bank et d'Irish Nationwide Building Society sur dix ans. Le cas de WestLB, une banque régionale allemande depuis longtemps en difficulté, qui sera scindée à terme, est un autre exemple marquant. L'actif et le passif restants seront transférés vers une structure de défaisance afin d'être liquidés. Après le 30 juin 2012, WestLB devra arrêter ses activités bancaires et ne plus fournir que des services de gestion d'actifs. Seules quelques-unes des activités commerciales les plus traditionnelles de la banque – les services qu'elle fournit à de petites caisses d'épargne locales – continueront d'être exploitées, mais seront reprises par Helaba.

Par ailleurs, un retour à la viabilité est envisageable pour une partie des activités de certaines banques qui dépendaient fortement des aides d'État. Ces banques peuvent être autorisées à poursuivre leurs activités à condition de réduire fortement leur taille et de modifier sensiblement leur modèle commercial pour se concentrer uniquement sur les activités viables. L'approbation du plan de restructuration de la banque allemande Hypo Real Estate, dont le bilan ne représentera plus que 15 % du bilan enregistré avant la crise et qui abandonnera progressivement plusieurs de ses activités commerciales, illustre bien cette approche. La Commission a également examiné les mesures d'aide à la restructuration accordées à une autre banque allemande, HSH Nordbank, en tenant compte de l'engagement pris par cette dernière de réduire la taille de son bilan de 61 % par rapport aux niveaux d'avant la crise en se défaisant de certaines branches d'activité. Une restructuration d'une telle ampleur, qui s'attaque aux racines des erreurs passées et vise à ce que les bénéficiaires n'utilisent pas les aides pour pratiquer des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents, garantit que les distorsions de concurrence causées par un soutien massif de l'État sont réduites au minimum. La Commission a appliqué cette même approche aux banques de plus petite taille. Ainsi, la banque danoise *Eik bank*⁴ a été scindée en une structure de défaisance mise en liquidation et en une banque assainie mise en vente par appel d'offres. Dans le même esprit, la banque

³ Voir http://ec.europa.eu/competition/publications/reports/temporary_stateaid_rules_en.html.

⁴ Affaire SA.31945 *Aide à la liquidation d'Eik Banki P/F et d'Eik Bank Denmark A/S*, décision du 6 juin 2011, JO C 274 du 17.9.2011, p. 3; IP/11/677.

autrichienne *Kommunalkredit*⁵ a dû être nationalisée en vue de son sauvetage. Les activités de la banque ont été scindées en activités non stratégiques (à liquider) et en activités stratégiques (correspondant à environ 40 % du bilan) qui seront reprivatisées.

Dans le cas d'*ABN Amro Bank*⁶, la nécessité d'une aide d'État résultait essentiellement du contexte particulier de scission: la banque néerlandaise s'est séparée du groupe Fortis en difficulté et de l'ancien groupe ABN Amro Group. Les deux entités ne disposaient pas de capitaux suffisants pour faire face à la crise et financer leur fusion. La Commission a tenu compte du fait que le besoin d'aide de la banque ne résultait pas pour l'essentiel d'une mauvaise gestion ou d'une prise de risques excessive, raison pour laquelle elle s'est contentée de demander des garde-fous en matière de comportement (elle n'a pas exigé de la banque qu'elle cède certaines activités).

En octobre, le Conseil ECOFIN a indiqué que le cadre des aides d'État de l'UE devrait être maintenu en tant que seul instrument de coordination au niveau de l'UE et qu'à court ou moyen terme, aucun autre cadre n'était nécessaire.

La DG Concurrence a commencé à plancher sur l'élaboration de nouvelles lignes directrices pour le sauvetage et la restructuration des établissements financiers après la crise, ainsi que de nouvelles règles en matière de sauvetage et de restructuration en faveur de l'économie réelle. Les travaux sur ces règles se poursuivront en 2012.

2. SIEG – un projet majeur

Au-delà des actions prises dans le cadre de la crise économique et financière, le projet le plus important lancé dans le domaine des aides d'État a été la révision des règles en matière d'aides d'État pour les services d'intérêt économique général (SIEG).

À l'issue de vastes consultations publiques et grâce aux contributions appréciables apportées par les États membres, les institutions européennes et les parties prenantes, la Commission a adopté, le 20 décembre, un paquet révisé de règles en matière d'aides d'État en vue de l'appréciation des compensations publiques pour les SIEG. Ce nouveau paquet précise les principes essentiels applicables aux aides d'État et introduit une approche diversifiée et proportionnée prévoyant des règles plus simples pour les SIEG de faible montant, organisés au niveau local ou poursuivant un objectif social, tout en tenant davantage compte des aspects de concurrence pour les SIEG de plus grande ampleur.

Le nouveau paquet SIEG⁷ constitue un cadre plus simple, plus clair et plus souple qui aidera les États membres à fournir à leurs citoyens des services publics de grande qualité. Le soin de

⁵ Affaire SA.32745 *Restructuration de Kommunalkredit Austria AG*, décision du 23 juin 2011, JO C 239 du 17.8.2011, p. 1; IP/11/389.

⁶ Affaire SA.26674 *Aide à la restructuration en faveur d'ABN AMRO*, décision du 5 avril 2011, JO L 133 du 20.5.2011, p. 1; IP/11/406.

⁷ Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général (JO C 8 du 11.1.2012, p. 4).

Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général [notifiée sous le numéro C(2011) 9380] (JO L 7 du 11.1.2012, p. 3).

La communication de la Commission - Encadrement de l'Union européenne applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public (2011) (JO C 8 du 11.1.2012, p. 15)

définir les services d'intérêt général est, dans une large mesure, laissé aux États membres, mais la Commission doit s'assurer que les fonds publics alloués pour la fourniture de ces services ne faussent pas indûment la concurrence au sein du marché intérieur.

Tous les services sociaux sont désormais exemptés de l'obligation de notification à la Commission, quel que soit le montant de la compensation reçue. Ces services doivent répondre à des *«besoins sociaux concernant les soins de santé et de longue durée, la garde d'enfants, l'accès et la réinsertion sur le marché du travail, le logement social et les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables»*. Auparavant, seuls les hôpitaux et le logement social étaient exemptés. Les autres SIEG sont exemptés si le montant de la compensation est inférieur à 15 000 000 EUR par an.

D'autre part, les autres SIEG donnant lieu à des montants de compensation supérieurs à 15 000 000 EUR par an et comportant des risques accrus de concurrence au sein du marché unique feront l'objet d'un examen plus approfondi. Dans son appréciation, la Commission vérifiera également si les règles en matière de marchés publics ont été respectées, garantissant ainsi une plus grande convergence entre les deux ensembles de règles.

Les nouvelles règles, qui remplacent le paquet dit «Monti-Kroes» de juillet 2005, précisent des notions fondamentales telles que celle d'«activité économique», afin de faciliter leur application par les pouvoirs publics nationaux, mais aussi régionaux et locaux. Le nouveau paquet comporte quatre instruments: i) une communication précisant les notions fondamentales d'aides d'État présentant un intérêt pour les SIEG; ii) une décision révisée exemptant les États membres de l'obligation de notifier à la Commission les compensations de service public pour certaines catégories de SIEG; iii) un cadre révisé pour l'appréciation des compensations d'un montant élevé accordées aux opérateurs en dehors du secteur des services sociaux et iv) une proposition de règlement *de minimis*, prévoyant que les compensations dont le montant est inférieur à un certain seuil (500 000 EUR sur trois ans) ne soient pas soumises à un examen au regard des règles en matière d'aides d'État, ce qui réduirait les formalités administratives pour les petits SIEG. La proposition devrait être adoptée au printemps 2012.

La Commission a associé le Parlement européen dès les premiers stades de sa réforme des règles en matière d'aides d'État applicables aux SIEG. Le vice-président Almunia et ses services ont participé aux réunions de l'intergroupe Services publics consacrées aux SIEG au cours des mois qui ont précédé le lancement de la consultation publique. Après l'adoption de la communication, le vice-président a présenté, le 22 mars, à la commission des affaires économiques et monétaires (ECON) du Parlement européen les premières réflexions de la Commission sur le sujet et a fait rapport à cette dernière en juillet, puis en novembre, lorsqu'il a déclaré qu'il serait en mesure de tenir compte d'un certain nombre de préoccupations soulevées par le Parlement dans sa résolution sur le rapport SIMON⁸.

La version finale adoptée du paquet SIEG tient compte des observations formulées au cours de la consultation, notamment par le Parlement. Par exemple, la proposition initiale a été modifiée de manière à réduire les formalités administratives pour la compensation des services sociaux, ce qui facilite la prestation de ces services en particulier pour les personnes âgées et les personnes handicapées, ainsi que l'avait également demandé le Parlement. La communication a également été modifiée afin de préciser davantage ce qu'il est convenu

peut être consultée à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/sgei.html.

⁸ Le texte adopté [P7_TA(2011)0494] peut être consulté à l'adresse suivante:

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2011-0371+0+DOC+XML+V0//FR>.

d'appeler le quatrième critère Altmark⁹ (soit le bénéficiaire est choisi dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres soit la compensation ne dépasse pas les coûts d'une entreprise bien gérée qui est dotée des moyens adéquats pour fournir le service public). En outre, la proposition de règlement *de minimis* pour les SIEG a été sensiblement modifiée pour être davantage simplifiée: la condition sur le nombre d'habitants représentés par l'autorité publique accordant l'aide a été supprimée et le seuil de trois ans fixé.

3. Contribution des aides d'État à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020

La stratégie Europe 2020 de la Commission vise à soutenir la croissance économique, la durabilité et la compétitivité au sein de l'Union européenne. Le contrôle des aides d'État a un rôle important à jouer à cet égard.

Pour répondre à l'objectif consistant à promouvoir une croissance durable et à respecter la règle «20/20/20» en matière de climat et d'énergie, les services de la Commission ont entamé l'élaboration de lignes directrices sur le traitement des aides d'État liées au système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) et lancé une consultation publique sur le projet de communication de la Commission (lignes directrices sur les aides d'État). Ce projet de communication énonce les critères de compatibilité, avec le marché intérieur, de quatre nouvelles aides d'État (aides visant à compenser les hausses des prix de l'électricité résultant de l'inclusion des coûts des émissions de gaz à effet de serre liés au SEQUE de l'UE, aides à l'investissement en faveur des centrales électriques à haut rendement, option d'allocation transitoire de quotas gratuits dans le secteur de l'électricité de certains États membres, et exclusion de certaines petites installations du SEQUE, sous réserve de certaines conditions).

Le SEQUE a été mis en place afin de réduire les émissions de CO₂ et d'atténuer les changements climatiques. Il est institué par la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union, modifiée par la directive 2009/29/CE qui l'améliore et l'étend avec effet au 1^{er} janvier 2013. La directive relative au SEQUE s'inscrit dans un ensemble de mesures législatives visant à lutter contre le changement climatique et à promouvoir les énergies renouvelables et à faible teneur en carbone. Ce dispositif entendait principalement permettre à l'Union d'atteindre son objectif environnemental global, à savoir réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport à 1990 et faire passer la part des sources d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie totale à 20 % d'ici à 2020. Les nouvelles règles devraient être adoptées par la Commission dans le courant de l'année 2012.

La stratégie Europe 2020 insiste également sur l'importance du déploiement du haut débit pour la création d'un véritable marché unique numérique et la promotion de la cohésion et de la compétitivité dans l'UE. Elle fixe aussi des objectifs ambitieux pour le développement du haut débit. L'une de ses initiatives phares, la Stratégie numérique pour l'Europe¹⁰, a pour objectif de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique basé sur des réseaux à haut débit et fixe des objectifs ambitieux en matière de couverture¹¹. Les investissements dans ce secteur seront réalisés principalement par les

⁹ Arrêt du 24 juillet 20036 dans l'affaire C-280/00, Altmark Trans GmbH, Regierungspräsidium Magdeburg/Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH (Recueil 2003, p. I-7747).

¹⁰ «Une stratégie numérique pour l'Europe», COM(2010) 245 final/2 du 26.8.2010.

¹¹ Ces objectifs sont les suivants: i) mettre le haut débit de base à la disposition de tous les Européens d'ici à 2013 et ii) faire en sorte que, d'ici à 2020, tous les Européens aient un accès internet bien plus rapide, de plus de 30 Mbps, et que 50 % au moins des foyers européens s'abonnent à des connexions de plus de 100 Mbps.

opérateurs commerciaux. Toutefois, une intervention du secteur public est essentielle pour atteindre les objectifs de la stratégie numérique dans les zones où l'intérêt économique d'un investissement dans le haut débit est faible.

La Commission présente son approche des aides d'État consenties dans ce secteur dans les lignes directrices relatives au haut débit¹², qui doivent être réexaminées d'ici à septembre 2012. En 2011, la Commission a entamé ce réexamen en lançant une enquête, comprenant entre autres une consultation publique des États membres et des autres parties prenantes du secteur, et en élaborant un rapport d'expert mettant au jour les principales avancées réalisées sur le marché ainsi que sur les plans technologique et réglementaire.

La viabilité et la compétitivité de l'économie européenne peuvent encore être améliorées par des instruments financiers innovants permettant aux États membres d'atteindre leurs objectifs au moyen d'aides d'État moins nombreuses et mieux ciblées. Le contrôle des aides d'État se concentre sur l'accroissement du levier financier, l'atténuation des risques liés aux investissements et la participation d'intermédiaires professionnels. Au nombre des risques potentiels figurent, en particulier, le risque d'éviction d'autres sources de financement potentielles et le risque de transfert de l'ensemble des risques financiers vers l'investisseur public en lieu et place de leur atténuation. Une telle évolution déboucherait sur des structures de marché peu efficaces et de possibles distorsions du marché, auxquelles doit remédier la politique de concurrence.

Par «**instruments financiers innovants**», on entend les interventions publiques prenant d'autres formes que l'octroi de subventions. Ces instruments couvrent un large éventail d'instruments remboursables, tels que les prêts, les prises de participation et les garanties. Le fait que les États membres et la Commission aient de plus en plus souvent recours à ce type d'instruments traduit une évolution de l'approche classique, consistant à verser des subventions, vers une approche axée sur la réalisation d'investissements remboursables mettant l'accent sur la viabilité financière, la mobilisation de financements, ainsi que la participation d'intermédiaires professionnels en matière d'investissements. Cette tendance devrait, eu égard aux contraintes budgétaires actuelles, se confirmer.

En 2011, les États membres ont continué de mettre au point divers instruments financiers innovants, souvent financés par les Fonds structurels. On peut notamment citer i) JEREMIE, qui met l'accent sur l'amélioration de l'accès au financement pour les PME, et ii) JESSICA, qui soutient le développement durable des villes¹³. La Commission, forte de son expérience récente, a inscrit les instruments financiers innovants au cœur de la stratégie Europe 2020. Afin de garantir une approche cohérente et une bonne gestion financière, elle a proposé des règles et des orientations communes en faveur d'instruments financiers innovants recourant à des prises de participations ou à des emprunts, les «plateformes des instruments de capital et de dette»¹⁴, mis en œuvre en collaboration avec la Banque européenne d'investissement (BEI).

Dans ce contexte, la Commission a continué de plaider la cause de la concurrence auprès des États membres et autres parties prenantes en définissant les contours des instruments financiers tout en veillant à leur conformité avec la politique en matière d'aides d'État. En outre, consciente des limites des instruments d'aides d'État existants, elle a élaboré une méthode cohérente pour la détermination de la compatibilité des instruments financiers innovants dans le cadre de sa pratique décisionnelle. Elle a également adopté, en 2011, deux décisions importantes concernant des fonds JESSICA institués au Royaume-Uni et en

¹² Lignes directrices pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit, JO C 235 du 30.9.2009, p. 7.

¹³ Disponible à l'adresse http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/instruments/index_fr.cfm.

¹⁴ Communication du 19 octobre 2011 intitulée «Un cadre pour la prochaine génération d'instruments financiers innovants – Plateformes des instruments de capital et de dette de l'UE» [COM(2011)622 final].

Espagne, autorisés directement en application de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE¹⁵.

Selon cette nouvelle approche, les décisions autorisant le financement présentent de façon circonstanciée les principes de compatibilité. Pour contrer le risque d'éviction et avoir un effet incitatif, les instruments financiers doivent avoir pour ambition de remédier à des défaillances du marché et/ou de renforcer la cohésion socio-économique en vue de la réalisation d'objectifs d'intérêt commun. Afin d'éviter une surcompensation et de limiter les risques de distorsions de la concurrence, aucune forme de partage de risques asymétrique entre investisseurs publics et investisseurs privés ne doit excéder ce qui est nécessaire pour produire un rendement des investissements équitable en faveur de ces derniers. Cette approche rend inutile un examen séparé de chaque projet individuel élaboré en application d'une mesure JESSICA, éventuellement en vertu de lignes directrices différentes, ce qui réduit considérablement les lourdeurs administratives.

Les décisions fournissent des orientations détaillées aux États membres sur les conditions de fonctionnement et les principes de gouvernance pour les intermédiaires en matière d'investissements qui interviennent dans le cadre de la plateforme JESSICA. En outre, l'expérience acquise à cet égard contribue utilement à faire évoluer la politique en matière d'aides d'État dans le domaine des instruments financiers, y compris la prochaine génération d'instruments financiers innovants dans le contexte du nouveau cadre financier 2014-2020.

4. Contrôle des aides d'État par la Commission et efforts déployés en vue de la récupération des aides

Pour assurer l'application effective des règles en matière d'aides d'État en ce qui concerne les aides auxquelles elle a donné son feu vert, la Commission réalise régulièrement, depuis 2006, des exercices de contrôle ex post portant sur les mesures non notifiées accordées en application du RGEC¹⁶ ou de régimes autorisés préalablement.

En 2010-2011, ce contrôle ex post a visé 30 régimes d'aides autorisés et mesures ne devant pas donner lieu à une notification dans 18 États membres. Il a porté sur des mesures bénéficiant des budgets les plus élevés (aides régionales, aides à l'environnement et aides à la RDI), mais également sur des régimes sectoriels, des aides consenties sous forme de capital-investissement et des aides en faveur du haut débit. L'analyse des résultats a montré que, globalement, la partie de l'architecture de contrôle des aides d'État actuelle qui permet l'approbation de régimes d'aides et autorise les États membres à mettre en œuvre des mesures dans le cadre du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) et des règlements d'exemption par catégorie (REC) fonctionne raisonnablement bien. Sur les 30 affaires examinées en 2011, 20 ne posaient pas de problèmes particuliers. Par rapport aux années précédentes, cependant, des problèmes considérables ou des aspects de procédure (tels que la transparence, la présentation de rapports, ainsi que la rapidité et la qualité des réponses) ont été relevés dans un nombre d'affaires croissant. Cet indicateur peut mettre en lumière des aspects ayant trait à la capacité administrative ou à une connaissance insuffisante des règles

¹⁵ Affaire SA.32745, *The Northwest Urban Investment Fund (JESSICA)*, décision du 13 juillet 2011, JO C 281 du 24.9.2011, p. 6, IP/11/876; et affaire SA.32147, *Fondo de Cartera Jessica Andalucía*, décision du 19 octobre 2011, JO C 79 du 17.3.2012, p. 1.

¹⁶ Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), JO L 214 du 9.8.2008, p. 3.

en matière d'aides d'État au niveau national. Les affaires dans lesquelles aucune solution appropriée n'a été dégagée sont toujours en cours d'examen.

Le volume des aides accordées en application de régimes autorisés ou bénéficiant d'une exemption par catégorie a augmenté au fil du temps, pour représenter actuellement plus de 80 % du volume d'aides total¹⁷. Afin de garantir l'application effective des règles en matière d'aides d'État, la Commission a décidé que l'exercice 2011-2012, lancé en octobre, porterait sur un nombre d'affaires beaucoup plus élevé (52 au total), couvrant l'ensemble des États membres et représentant 33 % du montant total des aides consenties dans l'ensemble de l'UE en application de régimes d'aides autorisés ou de mesures bénéficiant d'une exemption par catégorie.

La promotion d'une culture de la concurrence au niveau national passe par le pouvoir conféré à la Commission d'inviter l'État membre ayant octroyé l'aide illégale jugée incompatible à procéder à la récupération de celle-ci. En 2011, de nouvelles avancées ont été réalisées en ce qui concerne l'exécution effective et immédiate de ces décisions de récupération. Le montant des aides illégales et incompatibles récupérées est passé de 2,3 milliards d'EUR en décembre 2004 à 12,3 milliards d'EUR à la date du 31 décembre 2011 (soit un recul de 75 % à 13,6 % environ des aides illégales et incompatibles restant à récupérer à la date du 31 décembre 2011).

Décisions de récupération adoptées en 2011	6
Montant récupéré en 2011 (en millions d'EUR)	230
Décisions de récupération non exécutées au 31.12.2011	43

Lorsqu'un État membre ne se conformait pas à la décision de récupération et n'était pas en mesure de démontrer l'impossibilité *absolue* de l'exécuter, la Commission a, ces dernières années, engagé de plus en plus fréquemment une procédure d'infraction¹⁸ conformément à l'article 108, paragraphe 2, du TFUE¹⁹ ou à l'article 260, paragraphe 2, du TFUE²⁰.

Arrêts rendus par la Cour en 2011 pour non-exécution d'une décision de récupération	4
Arrêts rendus par la Cour en 2011 pour non-exécution d'un arrêt antérieur	1
Lancement, par la Commission, de procédures judiciaires pour non-récupération en 2011	6

Les procédures d'infraction se sont effectivement révélées efficaces pour garantir une application effective des décisions de récupération. Cette année, cinq affaires ont été clôturées

¹⁷ Disponible à l'adresse http://ec.europa.eu/competition/state_aid/studies_reports/2011_autumn_fr.pdf.

¹⁸ Section 4 de la communication de la Commission intitulée «Vers une mise en œuvre effective des décisions de la Commission enjoignant aux États membres de récupérer les aides d'État illégales et incompatibles avec le marché commun», JO C 272 du 15.11.2007, p. 4.

¹⁹ Les actions intentées en vertu de l'article 108, paragraphe 2, visent à faire condamner un État membre pour la non-exécution d'une décision de récupération d'aides d'État.

²⁰ Les actions intentées en vertu de l'article 260, paragraphe 2, sont des procédures d'infraction qui visent à faire condamner un État membre pour la non-exécution d'un arrêt de la Cour et peuvent aboutir au paiement d'amendes.

au terme de procédures engagées auprès de la Cour de justice, tandis que 29 des 45 affaires en cours font toujours l'objet d'un contentieux.

En outre, dans le cadre du suivi de la communication relative à l'application des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales²¹, des efforts accrus ont été déployés en faveur du respect du droit de la concurrence. Une série d'informations ont été publiées sur le site Internet de la DG Concurrence²² et une brochure²³ destinée à aider les juges dans leur travail quotidien a été largement diffusée. Des formations spécifiques s'adressant aux juges nationaux ont également été organisées²⁴.

Enfin, en 2011, quelques États membres ont notifié un cadre général relatif aux aides (également appelé «régime ex ante») visant à garantir l'efficacité de la procédure et à permettre de remédier, à l'avenir, à des dommages causés par un ou plusieurs types de calamités naturelles spécifiques sans qu'il soit nécessaire de procéder à une notification distincte des aides accordées dans chaque cas. La Commission a autorisé des régimes ex ante pour quatre types de calamités naturelles²⁵: les tremblements de terre, les avalanches, les glissements de terrains et les inondations (quatre types de calamités également reconnues explicitement en tant que catastrophes naturelles dans les lignes directrices concernant les aides d'État en faveur du secteur agricole²⁶). Cette approche rend possible une mise en œuvre plus rapide des aides. Elle permet à la Commission de disposer de suffisamment d'informations pour s'assurer de la conformité des régimes d'aides et, si ceux-ci ne sont pas conformes, pour ouvrir une enquête sur d'éventuelles mesures illégales et ordonner la récupération des aides incompatibles.

APPLICATION DES REGLES EN MATIERE D'ENTENTES ET D'ABUS DE POSITION DOMINANTE

1. Un cadre de référence solide pour l'application des règles de concurrence

2011 a été une année importante pour les questions de voies de droit régulières concernant le cadre institutionnel de l'UE pour l'application du droit de la concurrence. L'instauration par la Commission d'un système d'application du droit, eu égard au droit à un procès équitable en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme et au respect nécessaire des principes du droit de la défense, est en débat depuis quelques années. Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), en 2011, dans l'affaire Menarini²⁷, et de la Cour

²¹ Communication de la Commission relative à l'application des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales, JO C 85 du 9.4.2009, p. 1.

²² http://ec.europa.eu/competition/court/state_aid.html.

²³ http://ec.europa.eu/competition/publications/state_aid/national_courts_booklet_fr.pdf.

²⁴ Le point de contact ec-amicus-state-aid@ec.europa.eu a ainsi permis de traiter plusieurs demandes de renseignements et d'avis émanant de juges nationaux.

²⁵ Affaire SA.31151 (N 274b/2010) - Allemagne – *Régimes d'aides aux victimes de catastrophes naturelles*, intitulé «*Bayerischer Härtefonds Finanzhilfen*» (dans le secteur manufacturier et d'autres secteurs); décision de la Commission du 23 novembre 2011 concernant l'aide d'État SA.33425, *Régime cadre d'aides aux victimes de catastrophes naturelles* (dans le secteur manufacturier et d'autres secteurs), décision du 23 novembre 2011, JO C 2 du 5.1.2012, p. 7.

²⁶ Lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007-2013, JO C 319 du 27.12.2006, p. 1.

²⁷ Arrêt de la CEDH du 27 septembre 2011 dans l'affaire A. Menarini Diagnostics S.R.L. c. Italie, requête n° 43509/08, paragraphes 57-67.

de justice dans les affaires du marché des tubes industriels en cuivre (Copper Industrial Tubes)²⁸ et du marché des tubes sanitaires en cuivre (Copper Plumbing Tubes)²⁹ ont confirmé que le cadre institutionnel pour l'application du droit de la concurrence, dans le cadre duquel un organe administratif tel que la Commission arrête des décisions qui font l'objet d'un contrôle de pleine juridiction, garantit une protection adéquate des droits fondamentaux des personnes concernées par ces décisions.

Dans l'affaire *Menarini*, la CEDH a confirmé sa jurisprudence concernant le droit à un procès équitable³⁰. Cet arrêt concernait une affaire dans laquelle l'autorité de concurrence italienne avait infligé une amende pour une infraction aux règles de concurrence dans le domaine de l'équipement médical. L'autorité italienne de la concurrence (au même titre que la Commission européenne) a le pouvoir à la fois de procéder à des enquêtes et de constater des infractions en infligeant des amendes, sous réserve d'un contrôle juridictionnel à deux niveaux. Certes, chaque dispositif institutionnel possède ses propres caractéristiques, mais le système italien est similaire au système de l'UE en ce qui concerne l'application du droit de la concurrence. La CEDH a jugé que le système respecte les garanties issues du droit à un procès équitable définies dans l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme puisque i) les décisions de l'autorité de concurrence sont soumises à un contrôle juridictionnel sur les questions de droit et de fait et que ii) les tribunaux peuvent vérifier la proportionnalité de la sanction infligée et ont le pouvoir de la modifier.

La Cour de justice est parvenue à une conclusion similaire dans ses arrêts relatifs aux affaires du marché des tubes industriels en cuivre et du marché des tubes sanitaires en cuivre, estimant que le contrôle juridictionnel exercé par le Tribunal à l'égard des décisions de la Commission infligeant des amendes dans des affaires de concurrence respecte les garanties découlant du principe de protection juridictionnelle effective, énoncé dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

2. Améliorer les procédures, accroître la transparence, préserver l'efficacité

La Commission a pris des mesures pour réformer ses procédures dans le domaine des ententes et des abus de position dominante, ainsi que ses procédures concernant les concentrations, afin d'en accroître la transparence. Ces mesures sont parties d'une initiative lancée en 2010, qui a été suivie d'un dialogue étendu avec les parties prenantes dont le Parlement a été tenu régulièrement informé. Par ces réformes, la Commission a apporté une réponse globale aux préoccupations et aux suggestions des parties prenantes en ce qui concerne la conduite des procédures portant sur des concentrations, des ententes ou des abus de position dominante.

Le paquet, adopté en octobre, comprend les documents suivants:

- une communication de la Commission **concernant les bonnes pratiques relatives aux procédures d'application des articles 101 et 102 du TFUE**³¹ et
- un document de travail sur les **bonnes pratiques relatives à la communication de données économiques dans les affaires de concentrations, d'ententes et d'abus de position dominante**³².

²⁸ Arrêt du 8 décembre 2011 dans l'affaire C-272/09 P KME Germany AG/Commission.

²⁹ Arrêts du 8 décembre 2011 dans les affaires C-386/10 P Chalkor AE Epexergasias Metallon/Commission et C-389/10 P KME Germany AG e.a./Commission.

³⁰ Arrêt du 21 mai 2003 dans l'affaire Janosevic contre Suède, requête n° 34619/97, paragraphe 81.

³¹ Communication de la Commission concernant les bonnes pratiques relatives aux procédures d'application des articles 101 et 102 du TFUE (JO C 308 du 20.10.2011, p. 32).

³² «Best practices for the submission of economic evidence and data collection in cases concerning the application of Articles 101 and 102 TFEU and in merger cases» (Bonnes pratiques relatives à la communication de données économiques dans les affaires concernant l'application des articles 101 et 102 du TFUE et les affaires de concentrations), disponible à l'adresse <http://ec.europa.eu/competition/antitrust/legislation/legislation.html>.

Dans ce paquet, le président de la Commission a également adopté le nouveau **mandat des conseillers-auditeurs**³³. Ce texte accroît les possibilités pour les parties de faire appel aux conseillers-auditeurs dans le but de préserver leur droit à un exercice effectif de leurs droits procéduraux, pas uniquement après la publication de la communication des griefs, mais aussi pendant toute la phase d'enquête.

Afin de mieux préserver l'efficacité de ses enquêtes en matière d'ententes et d'abus de position dominante, la Commission instruit actuellement plusieurs **dossiers de violation des règles relatives aux enquêtes de la Commission**. Ainsi, le 24 mai, une amende de 8 millions d'EUR a été infligée à Suez Environnement pour bris de scellés apposés par la Commission à l'occasion d'une inspection menée en avril 2010³⁴.

3. Application du droit de la concurrence de l'UE par la sphère privée

En 2011, la Commission a poursuivi son action afin de s'assurer que les victimes d'un préjudice causé par une infraction aux règles de l'UE en matière de concurrence disposent de moyens de recours effectifs pour obtenir la réparation à laquelle la réglementation de l'UE leur donne droit. Faisant suite à son Livre blanc de 2008 sur les actions en dommages et intérêts³⁵, les grandes initiatives prises dans ce domaine en 2011 ont concerné l'évaluation du préjudice et le recours collectif. La DG Concurrence a lancé une consultation publique concernant un projet de document d'orientation sur l'évaluation du préjudice dans les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles sur les ententes et les abus de position dominante³⁶, destiné à aider les juridictions nationales dans la quantification du préjudice dans les affaires de dommages et intérêts pour infraction aux règles sur les ententes et les abus de position dominante. La version définitive du document d'orientation sera publiée dans le courant de 2012.

En réponse à une requête du Parlement européen³⁷, la Commission a également lancé une **consultation publique** intitulée «Towards a coherent European approach to collective redress»³⁸. Sur la base des résultats de cette consultation, la Commission compte définir des principes généraux des recours collectifs au niveau de l'UE et éventuellement proposer, par la suite, un instrument législatif dans ce domaine. Un tel instrument viserait à garantir l'accès des victimes d'infractions au droit de la concurrence, dans tous les États membres, à des mécanismes réellement efficaces permettant d'obtenir réparation totale pour le préjudice subi,

³³ Décision du président de la Commission européenne du 13 octobre 2011 relative à la fonction et au mandat du conseiller-auditeur dans certaines procédures de concurrence, JO L 275 du 20.10.2011, p. 69.

³⁴ Affaire COMP/39796 *Suez Environnement bris de scellé*, décision du 27 août 2011, IP/11/632.

³⁵ Livre blanc sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante (2 avril 2008) [COM(2008) 165 final], et document de travail des services de la Commission [SEC(2008) 404].

³⁶ Le texte de ce document ainsi que les réponses écrites reçues et les documents établis dans le cadre d'un séminaire avec des économistes se trouvent à l'adresse suivante:

<http://ec.europa.eu/competition/antitrust/actionsdamages/index.html>.

³⁷ Résolution du Parlement européen du 26 mars 2009 sur le livre blanc sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante [2008/2154(INI)]. Texte adopté: P6_TA (2009)0187.

³⁸ Document de travail élaboré par les services de la Commission en vue d'une consultation publique et intitulé «Towards a Coherent European Approach to Collective Redress» (*Renforcer la cohérence de l'approche européenne en matière de recours collectifs*), 4 février 2011, SEC(2011)173 final, IP/11/132. Ce document peut être consulté à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/competition/consultations/2011_collective_redress/index_en.html.

tout en tenant compte du caractère confidentiel et de la protection nécessaire des programmes de clémence.

Les actions engagées par la sphère privée devant les juridictions nationales pour faire respecter les règles de l'UE relatives aux ententes et abus de position dominante constituent aussi un complément essentiel du contrôle public rigoureux de l'application du droit exercé par la Commission et les autorités nationales de concurrence. Concernant l'interaction des actions engagées par la sphère publique et la sphère privée, la question se pose de savoir si et dans quelles conditions les informations fournies volontairement par des entreprises à une autorité de concurrence dans le cadre d'un programme de clémence peuvent être divulguées aux plaignants dans des actions en dommages et intérêts liées à une infraction constatée antérieurement par une autorité de concurrence.

Dans l'arrêt *Pfleiderer*³⁹, la Cour de justice a fait valoir qu'il incombe aux juridictions nationales de déterminer, conformément au droit national, et au cas par cas, les conditions dans lesquelles l'accès aux documents relatifs à un programme de clémence doit être autorisé ou refusé, en mettant en balance «*les intérêts justifiant la communication des informations et la protection de celles-ci fournies volontairement par le demandeur de clémence*». C'est sur cette base que, dans l'affaire *National Grid*, la Commission a transmis des observations en qualité d'*amicus curiae*, au titre de l'article 15, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1/2003, à la High Court of England and Wales.

4. Accords de transfert de technologie: prochain examen de cette politique à la lumière des objectifs Europe 2020

La politique d'innovation est l'un des principaux piliers de la stratégie Europe 2020, qui demande à être approfondi. L'innovation, c'est-à-dire des technologies nouvelles ou améliorées ou des innovations liées à l'organisation, conduit à des gains de productivité. Il est admis que la concurrence constitue l'un des principaux moteurs de l'innovation et, donc, de la productivité en tant que source de croissance. En améliorant les technologies et les méthodes de production existantes (sous une forme progressive ou radicale), la politique de concurrence peut apporter une contribution significative à l'innovation et à l'efficacité, et être un moteur de la croissance.

Les licences constituent une partie importante du processus d'innovation puisqu'elles facilitent la diffusion de nouveaux produits et technologies et qu'elles permettent aux entreprises d'intégrer et d'utiliser des technologies complémentaires. Elles sont donc essentielles au développement économique et au bien-être des consommateurs même si, dans certaines circonstances, les accords de licence peuvent avoir un effet paralysant sur la concurrence. Cela peut se produire, par exemple, lorsque deux concurrents exploitent un accord de licence dans le but de se répartir les marchés ou lorsqu'un donneur de licence important exclut des technologies concurrentes du marché à l'aide de conditions spécifiques qu'il prévoit dans ses accords de licence. Le mode de cession des droits de propriété intellectuelle par les donneurs de licences à d'autres participants sur le marché est capital pour préserver un juste équilibre entre la stimulation de l'innovation et des conditions égales pour tous dans le marché intérieur.

Dans ce contexte, la Commission a annoncé, le 6 décembre, une révision des lignes directrices existantes et du règlement général d'exemption par catégorie pour les accords de transfert de

³⁹ Arrêt du 14 juin 2011 dans l'affaire C-360/09 *Pfleiderer AG/Bundeskartellamt*.

technologies⁴⁰. Cette révision vise à préparer le régime qui devra être appliqué aux transferts de technologie (à savoir brevet, savoir-faire et licences de logiciels) après le 30 avril 2014. Il faudrait s'assurer qu'il reflète à la fois les réalités actuelles du marché et offre aux concurrents et aux non-concurrents la possibilité de conclure des accords de transfert de technologie si ceux-ci contribuent au bien-être économique, sans représenter un risque pour la concurrence. Par le biais d'un questionnaire, la Commission a invité les parties prenantes à faire connaître leur avis sur l'application dans la pratique du règlement d'exemption par catégorie pour les accords de transfert de technologie et des lignes directrices qui l'accompagnent. Les réponses des parties prenantes, reçues début 2012, constituent un élément essentiel de la révision entamée.

5. Une position toujours ferme à l'égard des ententes

Les ententes sont connues pour leurs effets préjudiciables pour les consommateurs et l'économie en général: en effet, elles débouchent sur des prix plus élevés et un choix moindre que lorsque les entreprises se livrent une concurrence loyale fondée sur leurs qualités intrinsèques. Aussi la Commission a-t-elle continué, en 2011, de lutter fermement et sans relâche contre les ententes. Elle a adopté quatre décisions en matière d'ententes, infligeant des amendes à 14 entreprises⁴¹ pour un montant total de 614 millions d'EUR concernant des produits qui présentent un grand intérêt pour les consommateurs. Elle a également lancé plusieurs nouvelles enquêtes sur différents secteurs, dont celui des services financiers (produits dérivés) et des pièces de rechange automobiles.

En dépit du contexte économique défavorable, le nombre de demandes de réduction d'amendes introduites par des entreprises invoquant leur absence de capacité contributive a reculé. La Commission peut en effet, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande, tenir compte de la capacité contributive d'une entreprise dans un contexte social et économique particulier, l'objectif étant d'éviter que les amendes qu'elle inflige n'évincent du marché des entreprises qui connaissent des difficultés financières et n'aient des conséquences désastreuses sur les plans social et économique. En 2011, la Commission a accordé une réduction d'amende pour absence de capacité contributive à une entreprise dans l'affaire des compresseurs frigorifiques.

Les efforts déployés par la Commission ont, en outre, porté sur l'amélioration de l'efficacité des procédures en matière d'ententes grâce à la mise en œuvre de la procédure de transaction. Lorsque l'enquête est suffisamment avancée, les affaires en matière d'entente font l'objet d'un examen de routine visant à déterminer si elles peuvent donner lieu à une transaction. Trois des quatre décisions en matière d'ententes adoptées en 2011 consistaient en des décisions de transaction, ce qui porte à cinq le nombre total de transactions enregistrées depuis l'introduction de la procédure en 2008. Cette même procédure a permis à la Commission, dans les trois affaires de 2011, d'agir plus rapidement et plus efficacement que selon la procédure habituellement appliquée aux ententes. Les transactions présentent également des avantages en termes de temps et de ressources, même si l'expérience montre que leur bon déroulement exige aussi que les parties et leurs conseillers juridiques fassent preuve de confiance et de collaboration. Outre leurs avantages sur le plan procédural, les transactions contribuent également à accroître l'effet dissuasif des mesures d'application du droit de la

⁴⁰ Règlement (CE) n° 772/2004 de la Commission concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3 [devenu article 101 (3) du TFUE], du traité à des catégories d'accords de transfert de technologie (JO L 123 du 27.4.2004, p. 11), et communication de la Commission intitulée «Lignes directrices relatives à l'application de l'article 81 du traité CE aux accords de transfert de technologie» (JO C 101 du 27.4.2004, p. 2).

⁴¹ Affaire COMP/39579 *Détergents domestiques*, décision du 13 avril 2011, JO C 193 du 2.7.2011, p. 14; affaire COMP/39482 *Fruits exotiques*, décision du 12 octobre 2011; affaire COMP/39605 *Verres pour tubes cathodiques*, décision du 19 octobre 2011, IP/11/1214; affaire COMP/39600 *Compresseurs frigorifiques*, décision du 7 décembre 2011.

concurrence dans les affaires d'ententes, en ce qu'elles permettent de dégager des ressources plus rapidement. Ces mesures visant à permettre une efficacité accrue ont été saluées par de nombreuses parties prenantes, dont le Parlement européen.

Les gains d'efficience liés à la procédure de transaction mise en œuvre dans l'affaire des détergents domestiques, par exemple, ont été particulièrement importants. En effet, il n'a fallu que 10 mois entre la première réunion tenue en vue de parvenir à une transaction et l'adoption, par la Commission, d'une décision infligeant à trois producteurs de poudres à lessiver des amendes à hauteur de 315,2 millions d'EUR au total pour avoir pris part, du 7 janvier 2002 au 8 mars 2005, dans huit États membres (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas et Portugal), à une entente visant à stabiliser les positions sur le marché et à coordonner les prix. Un fournisseur de poudres à lessiver a bénéficié d'une immunité d'amendes, et deux autres ont vu le montant de leur amende réduit, au titre de la politique de clémence de la Commission.

Décisions en matière d'ententes (2011)	En millions d'euros	Transaction
Détergents domestiques	315,2	1
Fruits exotiques (bananes - sud de l'Europe)	9,9	0
Verre pour tubes cathodiques	128	1
Compresseurs frigorifiques	161	1
Total	614,1	3

En outre, en 2011, les juridictions européennes ont confirmé et clarifié plusieurs aspects importants par les arrêts, beaucoup plus nombreux qu'à l'habitude, qu'elles ont rendus dans des affaires d'entente⁴². Le Tribunal a confirmé la légalité et les nouveaux principes clés des lignes directrices de 2006 pour le calcul des amendes⁴³ actuellement en vigueur et a rappelé que la Commission doit pouvoir à tout moment adapter le niveau des amendes aux besoins de sa politique en matière de respect des règles de concurrence. Dans un autre arrêt exemplaire, le Tribunal a confirmé que la Commission était habilitée à veiller à ce que seule une coopération véritable, sincère et constante soit récompensée au titre du programme de clémence⁴⁴. La Cour de justice a aussi pleinement confirmé l'existence d'une présomption réfutable selon laquelle les agissements anticoncurrentiels d'une filiale à 100 % ou à près de 100 % peuvent être attribués à sa société mère, même si la Commission doit fournir un raisonnement suffisant, qui sera fonction de la nature et de la teneur de la situation, pour justifier le rejet des demandes réfutables des entreprises⁴⁵.

La Cour a également considéré que, puisqu'il n'existe aucune disposition dans le droit de l'UE susceptible de justifier un refus d'accès aux éléments de preuve liés à la clémence (*leniency material*) aux victimes d'infractions au droit de la concurrence, il incombe aux

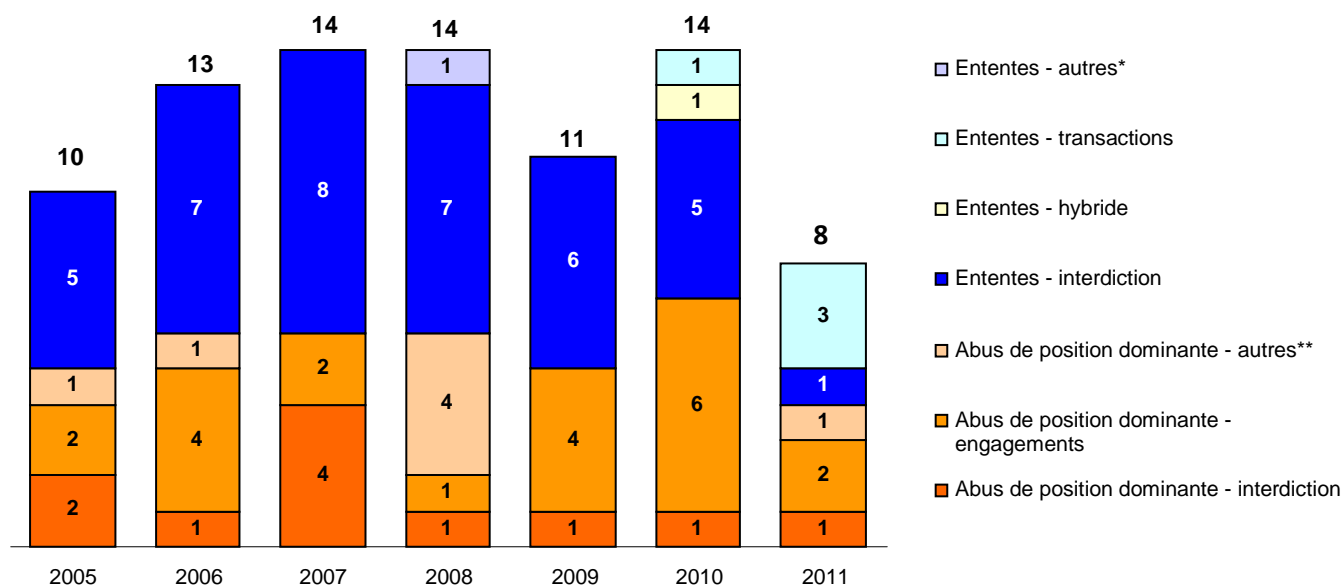
⁴² La Cour de justice et le Tribunal de l'Union européenne ont rendu en 2011 plus de 80 arrêts se rapportant à une vingtaine de décisions différentes en matière d'ententes.

⁴³ Affaires T-343/08, Arkema France/Commission européenne, et T-299/08, Elf Aquitaine/Commission européenne, arrêts du 17 mai 2011; affaire T-348/08, Aragonas Industrias y Energia/Commission européenne, arrêt du 25 octobre 2011; affaire T-211/08, Putters International NV/Commission européenne, affaires jointes T-208/08, Gosselin Group NV, et T-209/08, Stichting Administratiekantoor Portielje/Commission européenne, affaire T-204/08, Team Relocations NV, et affaire T-212/08, Amertranseuro International Holdings Ltd, Trans Euro Ltd et Team Relocations Ltd/Commission européenne, arrêts du 16 juin 2011.

⁴⁴ Affaire T-12/06, Deltafina/Commission européenne, arrêt du 9 septembre 2011.

⁴⁵ Affaire C-404/11 P, Elf Aquitaine/Commission européenne, ordonnance de la Cour du 2 février 2012; affaires T-185/06, Air Liquide/Commission européenne, arrêt du 16 juin 2011, et T-196/06, Edison/Commission européenne, arrêt du 16 juin 2011.

juridictions nationales de peser l'intérêt de préserver les programmes de clémence, d'une part, et l'intérêt des victimes à obtenir un dédommagement pour le préjudice subi, d'autre part, lorsqu'elles décident d'accorder ou de refuser un tel accès⁴⁶. Tout en se conformant à cet arrêt, la Commission reste pleinement déterminée à préserver son programme de clémence. Elle pourrait notamment, à cet effet, légiférer sur l'interaction entre l'application par la sphère privée et la sphère publique des règles du droit de la concurrence de l'UE, de façon à clarifier le statut des informations communiquées sur une base volontaire par les entreprises dans le cadre d'un programme de clémence.



* Rejet de la plainte ** Rejet de la plainte, violation des règles de procédure, paiement d'une astreinte

Source: direction générale de la concurrence

6. Coopération effective au sein du réseau européen de la concurrence ainsi qu'avec les juridictions nationales

Tant la Commission que les États membres œuvrent au bon fonctionnement des marchés au moyen de l'application du droit de la concurrence aux niveaux national et de l'UE. Chacun des 27 États membres s'est doté d'une autorité efficiente dans le domaine de la concurrence, avec laquelle la Commission coordonne les actions qu'elle mène dans de nombreux cas. En 2011, les États membres l'ont consultée sur pas moins de 88 affaires, ce qui porte à 555 le nombre total d'affaires soumises depuis mai 2004.

Des formes non organisées de coopération existent aux fins de l'élaboration de mesures concernant les secteurs d'activités et des aspects horizontaux communs de l'application du droit de la concurrence. Des discussions se déroulent dans différentes enceintes au sein du Réseau européen de la concurrence (REC), dans le cadre des réunions entre directeurs généraux et des groupes ou sous-groupes de travail. Les groupes de travail horizontaux mis en place dans le cadre du REC examinent divers aspects de la mise en œuvre des règles de concurrence, tels que le programme modèle de clémence du REC ou des normes (techniques) standard visant à optimiser les capacités des autorités de concurrence en matière d'enquête. En outre, les sous-groupes mis en place pour les différents secteurs d'activités permettent de débattre activement des pratiques en matière d'application des règles de concurrence. Les

⁴⁶ Affaire C-360/09, P Pfleiderer AG/Bundeskartellamt, arrêt du 14 juin 2011.

sous-groupes actifs en 2011 couvraient des secteurs tels que l'alimentation, les services financiers et les produits pharmaceutiques.

Dans le cadre de l'appui qu'elle apporte aux tribunaux nationaux appliquant le droit de la concurrence de l'UE, la Commission a, à trois reprises, transmis des observations en qualité d'*amicus curiae* à des juridictions d'Autriche⁴⁷, de France⁴⁸, ainsi que d'Angleterre et du pays de Galles⁴⁹, portant à neuf le nombre d'interventions de ce type depuis l'entrée en vigueur du règlement n° 1/2003. La poursuite du financement accordé par la Commission en faveur d'un programme de formation spécifique dans le domaine de la concurrence s'adressant aux juges nationaux a également permis de soutenir davantage la coopération avec les juridictions nationales⁵⁰.

7. La dimension internationale

La mondialisation de l'économie appelle une coopération plus étroite entre les autorités de concurrence non seulement d'Europe mais également du monde entier. Cette coopération est essentielle pour garantir que les activités des différentes autorités en matière d'application aboutissent à des résultats cohérents, pour renforcer l'efficacité de leurs enquêtes et pour assurer des conditions de concurrence équitables pour les entreprises de l'UE sur les marchés mondiaux. Comme par le passé et comme l'y a encouragé le Parlement européen, la Commission a noué un dialogue sur l'action à mener avec les autorités d'autres juridictions au niveau tant multilatéral que bilatéral afin de favoriser la convergence sur les règles de concurrence de fond et de procédure. La Commission a également continué de coopérer étroitement avec de nombreuses autorités de concurrence pour des actions concrètes en matière d'application.

En 2011, la Commission a organisé l'atelier du Réseau international de la concurrence (RIC) sur les ententes, qui s'est déroulé à Bruges (Belgique) du 10 au 13 octobre. Les participants, représentant quelque 70 instances, ont réfléchi aux différents moyens de coordonner les enquêtes et de collecter des éléments de preuve et procédé à des échanges de vues sur la politique de clémence et les transactions dans le but de rendre la lutte contre les ententes plus efficace et plus efficiente.

L'UE a conclu des accords avec les **États-Unis, le Canada, le Japon et la Corée** concernant la coopération entre leurs autorités de concurrence respectives. Ces accords contiennent des dispositions relatives à la notification à l'autre partie des mesures d'application, à la coordination des enquêtes (par exemple la synchronisation des descentes effectuées au petit matin), à la courtoisie positive et à la courtoisie négative, ainsi qu'à l'établissement d'un dialogue sur des questions de fond. Ces accords précisent également que les autorités de concurrence ne peuvent pas échanger d'informations confidentielles protégées par leur droit respectif. Ne pas pouvoir le faire restreint sérieusement la portée de la coopération entre la Commission européenne et les autorités de concurrence d'autres pays, ce qui peut compromettre l'efficacité des mesures d'application du droit de la concurrence prises par la Commission, en particulier pour les enquêtes sur des affaires de concurrence présentant une dimension

⁴⁷ Dans ses observations, la Commission a fait valoir que l'application effective de l'article 101 du TFUE serait compromise si un arrêt avait pour unique objet le droit national et ne se prononçait pas du tout sur la (non)-applicabilité du droit de l'UE, puisque cela risquerait d'être considéré par les entreprises comme l'assurance qu'une entente n'enfreint pas l'article 101, paragraphe 1, du TFUE.

⁴⁸ Les observations de la Commission portent sur l'interprétation des lignes directrices relatives à la notion d'affectation du commerce et sur l'application du principe de l'effet sensible de l'affectation du commerce entre États membres lorsque les agissements en question n'affectent les échanges que dans une partie seulement d'un État membre.

⁴⁹ Dans ses observations, la Commission a souligné sa volonté de veiller à l'intégrité des programmes de clémence et l'efficacité des actions en dommages-intérêts.

⁵⁰ En 2011, la Commission a financé 24 programmes de formation.

internationale, telles que les ententes internationales. C'est la raison pour laquelle la Commission s'efforce d'aller au-delà de ces accords de «première génération et de négocier des accords de coopération incluant également des dispositions permettant aux autorités de concurrence des parties d'échanger, dans certaines conditions, des informations protégées par leurs règles respectives en matière de confidentialité. Elle négocie actuellement deux accords de ce type, dits de «deuxième génération, le premier avec la **Suisse** et le deuxième avec le **Canada**. Si ces négociations devaient aboutir, ces accords renforceraient encore l'efficacité et l'efficacité des mesures de coopération en matière d'application.

Pour célébrer le 20^e anniversaire du premier accord de coopération signé avec les États-Unis, la Commission, la Commission fédérale du commerce des États-Unis et le ministère américain de la justice ont adopté une version modifiée des bonnes pratiques en matière de coopération dans les enquêtes sur les concentrations afin d'optimiser encore la coopération dans ce domaine.

Une deuxième priorité pour les relations bilatérales de la Commission consiste à développer des relations plus étroites avec les autorités de concurrence des principaux pays émergents. Outre son programme de coopération technique approfondie avec les autorités chinoises de concurrence, la Commission a signé un protocole d'accord avec l'autorité de concurrence russe FAS. Elle a, de surcroît, conclu les négociations relatives au chapitre sur la concurrence avec la Croatie, qui devrait adhérer à l'UE en 2013.

CONTROLE DES CONCENTRATIONS

1. Renforcement de la coopération entre les États membres et au niveau international

Le contrôle des concentrations est essentiel pour protéger les consommateurs en empêchant la mise en place de structures de marché susceptibles de déboucher sur des augmentations de prix indues ou une réduction du choix, de la qualité ou de l'innovation. Le contrôle des concentrations dans l'UE demeure un instrument clé pour préserver l'ouverture et la compétitivité des marchés (européens), même en période de crise économique et financière.

La pratique en matière d'application, dans le cadre du règlement (UE) sur les concentrations, est désormais bien rôdée et la procédure dans ce domaine est très stable. La Commission et les autorités nationales de concurrence forment les deux piliers de l'application des règles relatives aux concentrations dans l'UE. La différence par rapport à la législation antitrust est qu'aucune série unique de règles substantielles ne s'applique. Si les affaires nationales sont traitées par les autorités nationales de concurrence, les concentrations qui atteignent les seuils de chiffre d'affaires fixés dans le règlement de l'UE sur les concentrations sont examinées par la Commission, ce qui garantit un «guichet unique pour le traitement de ces affaires»⁵¹.

La création en 2010 d'un groupe de travail de l'UE sur les concentrations a représenté une avancée importante vers l'établissement d'une coopération plus poussée dans l'UE et d'une plus grande convergence «non contraignante. En s'appuyant sur les pratiques et l'expérience des différentes autorités, ce groupe réfléchit aux solutions susceptibles d'être apportées à des problèmes communs en s'attachant à ce qui est faisable à l'intérieur du cadre juridique actuel. En 2011, ce groupe a apporté une contribution majeure à la réalisation de cet objectif en adoptant une série de **bonnes pratiques de coopération entre les autorités nationales de**

⁵¹ Cet aspect a été analysé de façon approfondie par la Commission en 2009. Voir la communication de la Commission au Conseil – Rapport sur le fonctionnement du règlement n° 139/2004 du 18 juin 2009, [COM(2009) 281 final].

concurrence de l'UE en matière de contrôle des concentrations. Ces bonnes pratiques visent à faciliter la coopération entre les autorités nationales de concurrence pour les concentrations qui ne peuvent faire l'objet d'un examen selon le système de guichet unique instauré par la Commission mais nécessitent une autorisation de plusieurs États membres.

La coopération s'est également avérée importante avec les pays tiers. Deux opérations de concentration⁵² ont donné lieu à une coopération très active avec plusieurs autorités de concurrence dans le monde. Dans les deux cas, la coopération a été particulièrement étroite avec les autorités des États-Unis et pour l'une de ces opérations, la Commission a également, pour la première fois, coopéré avec les autorités chinoises de contrôle des concentrations.

Poursuivant sur cette lancée, la Commission continuera d'encourager la coopération internationale en matière de contrôle des concentrations, qui se justifie de plus en plus compte tenu de la mondialisation des marchés et de la nécessité de soumettre certaines opérations de concentration à l'examen de plusieurs autorités. À terme, la coopération internationale devrait contribuer à réduire les charges pesant sur les entreprises parties à une concentration en harmonisant l'examen des concentrations internationales, tout en continuant de garantir un contrôle efficace des concentrations dans les pays participant.

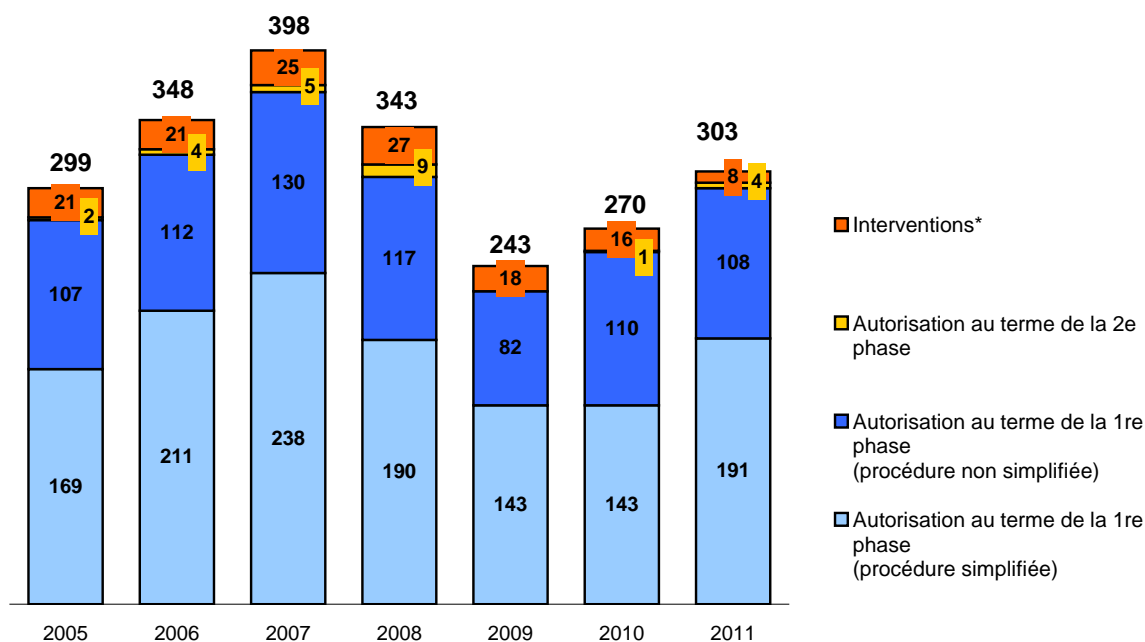
2. Nouvelle augmentation des notifications de concentrations et accroissement de la complexité des affaires

En 2011, le nombre de fusions et d'acquisitions a à nouveau augmenté et, de ce fait, l'activité de la Commission en matière d'examen des concentrations dans le cadre du règlement de l'UE sur les concentrations s'est intensifiée: 309 affaires ont été notifiées à la Commission en 2011, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2010, pourcentage légèrement supérieur à la moyenne de 305 concentrations par an enregistrée au cours des dix dernières années.

Une caractéristique importante à cet égard est que, dans la pratique, les concentrations notifiées semblent plus complexes, dans la mesure où, en 2011, la Commission a ouvert une enquête approfondie dans huit affaires dans plusieurs secteurs tels que ceux des transports aériens, des denrées alimentaires, des biens de consommation, des industries de base, des technologies de l'information, des services financiers et des produits pharmaceutiques. Elle a également décidé d'interdire une opération notifiée en 2010⁵³.

⁵² Affaires COMP/M.6203 *Western Digital Ireland, Ltd/Viviti Technologies*, décision du 23 novembre 2011; IP/11/1395 et COMP/M.5984 *INTEL / MCAFEE*, décision du 26 janvier 2011, JO C 98 du 30.3.2011, p. 1; IP/11/70.

⁵³ Affaire COMP/M.5830 – *Olympic Air / Aegean Airlines*, décision du 26 janvier 2011; IP/11/68.



* dont une interdiction en 2007

Source: Direction générale de la concurrence

II. SITUATION PAR SECTEUR

La présente section donne un aperçu des développements stratégiques et des mesures d'application des règles dans divers secteurs pour lesquels les travaux menés par la Commission en 2011 dans le domaine de la concurrence méritent d'être mentionnés. Les actions menées dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement, des TIC et des médias, du transport ferroviaire et de l'industrie pharmaceutique sont présentées ci-après.

Un aperçu des actions réalisées par la Commission en matière de concurrence dans trois secteurs dans lesquels elle a été particulièrement active en 2011, à savoir les services financiers, les compagnies aériennes et l'alimentation, est exposé dans la communication de la Commission à laquelle est annexé le présent document de travail des services de la Commission.

1. Énergie et environnement

La politique énergétique européenne repose sur trois piliers: la durabilité, la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité. La réduction des émissions de gaz à effet de serre est capitale pour lutter contre le changement climatique. Les consommateurs européens sont fortement tributaires d'un approvisionnement sûr et fiable en énergie à des prix compétitifs. Les interconnexions entre les réseaux européens de gaz et d'électricité doivent être sensiblement améliorées. La communication de la Commission intitulée «Énergie 2020 - Stratégie pour une énergie compétitive, durable et sûre» invite à prendre des mesures dans des domaines où de nouveaux défis apparaissent. Ces domaines sont l'efficacité énergétique, les infrastructures, le choix et la protection des consommateurs, les technologies énergétiques et la dimension extérieure du marché intérieur de l'énergie. La défense et le respect des règles de concurrence, ainsi que des propositions législatives sectorielles, constituent les principaux instruments dont dispose la Commission pour atteindre ces objectifs et créer un marché européen unique de l'énergie à l'horizon 2020. Compte tenu de l'importance stratégique du secteur énergétique, le

Parlement européen a demandé, dans sa résolution sur le rapport 2010 sur la politique de concurrence (le rapport Schwab)⁵⁴, que la Commission surveille activement le niveau de concurrence sur le marché.

La politique de concurrence dans le domaine de l'énergie a pour objectif d'assurer aux ménages et aux entreprises de l'Union européenne un flux énergétique sûr, notamment pour l'électricité et le gaz, à des prix concurrentiels. Un marché européen unique ouvert et concurrentiel garantira également à l'avenir la sécurité de l'approvisionnement énergétique, en envoyant les signaux nécessaires pour les investissements et en rendant le marché européen plus attrayant pour les fournisseurs extérieurs. Un tel marché devrait également être ouvert à de nouvelles combinaisons de sources d'énergie et jouer un rôle essentiel dans le développement et le déploiement de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement. Des prix reflétant les coûts contribueront à encourager l'efficacité énergétique, tout en renforçant la durabilité et la sécurité d'approvisionnement.

L'année 2011 a été marquée par des événements mondiaux qui ont frappé le secteur de l'énergie et de l'environnement, comme l'accident nucléaire de Fukushima au Japon. Conjugués à la tendance à long terme de la hausse des prix du carburant et au coût élevé de l'énergie renouvelable, ces événements se sont ajoutés aux difficultés rencontrées par les États membres pour atteindre les objectifs en matière de politique énergétique de la stratégie Europe 2020 et de l'UE. Le fait de consolider et d'établir des partenariats avec des partenaires clés de l'UE présente aussi un intérêt stratégique pour une énergie sûre, durable et compétitive. La coopération internationale avec les économies industrialisées et en croissance rapide est nécessaire pour que l'Europe conserve sa position dans le secteur de la recherche et de l'innovation énergétiques.

Compétitivité

La défense et le respect des règles de concurrence contribuent à la compétitivité car ils ouvrent les marchés, empêchent les fournisseurs historiques de renforcer leur position dominante et créent un cadre pour les investissements qui évite les distorsions et garantit l'allocation efficiente des fonds publics.

Afin d'ouvrir les marchés nationaux et d'empêcher les fournisseurs historiques d'abuser de leur position dominante dans plusieurs États membres, des mesures correctives ont été prises en 2011 pour plusieurs des affaires d'abus de position dominante révélées par l'enquête sectorielle sur les marchés de l'énergie de 2007. Les problèmes de concurrence qui ont fait l'objet de mesures correctives en 2011 portent sur des cas de verrouillage des marchés du gaz (ENI⁵⁵, E.ON⁵⁶, GDF⁵⁷ et RWE⁵⁸), dans le cas de gros consommateurs d'électricité, des pratiques consistant à rendre ces derniers captifs au moyen de contrats à long terme (EDF⁵⁹ en France) et l'imposition de restrictions sur les capacités d'exportation (SVK⁶⁰ en Suède). La Commission a également consulté les acteurs de marché sur des mesures proposées par la Grèce pour corriger l'avantage dont disposait Public Power Corporation, la compagnie

⁵⁴ Texte adopté: P7_TA(2012)0031 disponible à l'adresse <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A7-2011-0424&language=FR>.

⁵⁵ Affaire COMP/39315 *ENI*, décision du 29 septembre 2010 (JO C 352 du 23.12.2010, p. 8); IP/10/1197.

⁵⁶ Affaire COMP/39317 *E.ON (verrouillage des marchés du gaz)*, décision du 4 mai 2010 (JO C 278 du 15.10.2010, p. 9); IP/10/494.

⁵⁷ Affaire COMP/39316 *GDF (verrouillage des marchés du gaz)*, décision du 3 décembre 2009 (JO C 57 du 9.3.2010, p. 13); IP/09/1872.

⁵⁸ Affaire COMP/39402 *RWE (verrouillage des marchés du gaz)*, décision du 18 mars 2009 (JO C 133 du 12.6.2009, p. 10); IP/09/410.

⁵⁹ Affaire COMP/39386 *Contrats d'électricité à long terme en France*, décision du 17 mars 2010 (JO C 133 du 22.5.2010, p. 5); IP/10/290.

⁶⁰ Affaire COMP/39351 *Interconnexions suédoises*, décision du 14 avril 2010 (JO C 142 du 1.6.2010, p. 28).

publique d'électricité, en raison de son accès au lignite, la source de production d'électricité la moins onéreuse en Grèce⁶¹.

La consolidation s'est révélée être la principale caractéristique du secteur de l'énergie et de l'environnement. La Commission a reçu un nombre croissant de notifications de concentrations dans le secteur, six d'entre elles⁶² portant sur la fabrication d'équipements destinés à produire de l'électricité (depuis de petits générateurs mobiles⁶³ jusqu'à la construction de centrales électriques complètes à cycle combiné⁶⁴ ou la fabrication de pièces importantes pour ces centrales⁶⁵).

En sa qualité d'institution chargée de préserver le marché intérieur et de contrôler si les États membres utilisent leurs ressources publiques sans fausser la concurrence, la Commission a ouvert une enquête formelle dans le domaine de la fiscalité environnementale⁶⁶ et a déclaré que la réduction de la taxe sur le changement climatique au Royaume-Uni (une taxe énergétique sur les processus de recyclage de l'aluminium et de l'acier) était compatible avec les lignes directrices de 2008 concernant les aides d'État à la protection de l'environnement⁶⁷.

Durabilité

On entend par développement durable l'utilisation à long terme de ressources afin de répondre aux besoins humains en énergie tout en préservant l'environnement. La durabilité était au cœur des mesures examinées au regard des règles régissant le contrôle des aides d'État et qui autorisent les aides en faveur des sources d'énergie renouvelable et des entreprises respectueuses de l'environnement. Les aides d'État peuvent en effet corriger les défaillances du marché provoquées par des externalités négatives lorsque les coûts environnementaux pour la société ne peuvent encore être répercutés dans les coûts de production supportés par les entreprises.

Selon les derniers chiffres disponibles⁶⁸, seuls 18 % de l'électricité produite dans l'UE provenait de sources d'énergie renouvelable (avec des différences selon les États membres : environ 5 % en Lettonie à 68 % en Autriche). Dans ce contexte, une attention particulière a été accordée aux mesures publiques en faveur de l'énergie provenant de sources renouvelables au titre des lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement⁶⁹ (comme en Finlande⁷⁰, en Roumanie⁷¹ et en France⁷²) alors que, dans le

⁶¹ Affaire COMP/38700 *Marchés grecs de lignite et d'électricité*; IP/11/34 du 14.1.2011.

⁶² Affaires COMP/M.6039 *GE/Dresser*, décision du 4 janvier 2011 (JO C 29 du 29.1.2011, p. 7); IP/11/5, COMP/M.6106 *Caterpillar/MWM*, décision du 19 octobre 2011; IP/11/1212, COMP/M.6172 *Daimler/Rolls Royce/Tognum/Bergen*, décision du 25 juillet 2011 (JO C 275 du 20.9.2011, p. 2); IP/11/924, COMP/M.6222 *GE Energy/Converteam*, décision du 25 juillet 2011 (JO C 255 du 31.8.2011, p. 2); IP/11/922, COMP/M.6350 *Siemens/NEM Holding*, décision du 28 octobre 2011 (JO C 23 du 28.1.2012, p. 10); IP/11/1300 et COMP/M.6356 *GE/IR/UEC/JV*, décision du 27 octobre 2011 (JO C 321 du 4.11.2011, p. 1).

⁶³ COMP/M.6039 *GE/Dresser*, décision du 4 janvier 2011 (JO C 29 du 29.1.2011, p. 7); IP/11/5.

⁶⁴ COMP/M.6356 *GE/IR/UEC/JV*, décision du 27 octobre 2011 (JO C 321 du 4.11.2011, p. 1).

⁶⁵ COMP/M.6350 *Siemens/NEM Holding*, décision du 28 octobre 2011 (JO C 23 du 28.1.2012, p. 10); IP/11/1300.

⁶⁶ Affaire SA.18859 — 11/C (ex NN 65/10) *Exonération du prélèvement sur les granulats en Irlande du Nord* (ex N 2/04) (JO C 245 du 24.8.2011, p. 10 et corrigendum publié au JO C 328 du 11.11.2011, p. 11).

⁶⁷ Affaire SA.31349 (N1/2011) *Réduction de la taxe sur le changement climatique pour les activités de recyclage des métaux*, décision du 23 novembre 2011.

⁶⁸ Observatoire du marché de l'énergie, juin 2011.

⁶⁹ Lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement (JO C 82 du 1.4.2008, p. 1).

même temps, plusieurs États membres tentaient d'encourager les voitures respectueuses de l'environnement et les produits verts (Danemark⁷³, Royaume-Uni⁷⁴, France et Allemagne⁷⁵). Face à la nécessité croissante de répondre aux exigences de production d'énergie à partir de sources durables, la Commission a autorisé, au titre du règlement sur les concentrations, quatre opérations⁷⁶ concernant des entreprises communes dans le secteur de l'énergie solaire (à la fois thermique et photovoltaïque) et quatre autres opérations⁷⁷ dans le secteur du développement de l'énergie éolienne.

Afin de mieux préserver l'environnement et les ressources disponibles, et dans le cadre de l'objectif plus large d'une transition vers une économie à faibles émissions de carbone, la Commission a enjoint à l'Italie⁷⁸ et à l'Autriche⁷⁹ de ne pas mettre en œuvre les aides destinées à des entreprises grandes consommatrices d'énergie. La Commission a également adopté plusieurs décisions pour faciliter la fermeture des mines qui ne sont pas compétitives⁸⁰, certaines de ces décisions portant uniquement sur des aides pour des coûts extraordinaires (Slovénie⁸¹ et Pologne⁸²). Elle a également adopté d'autres décisions pour la

⁷⁰ Affaires SA.31204 *Aide au fonctionnement pour les petites centrales de cogénération au bois et les centrales électriques aux copeaux de bois*, décision du 22 mars 2011 (JO C 153 du 24.05.2011, p.1), SA.31107 *Aide au fonctionnement pour l'électricité éolienne et produite à partir du biogaz*, décision du 15 mars 2011 (JO C 180 du 21.6.2011, p. 1), SA.32470 *Électricité produite à partir de copeaux de bois, d'énergie éolienne, d'énergie hydroélectrique et du biogaz*, décision du 22 mars 2011 (JO C 180 du 21.6.2011, p. 1) et SA.32470 *Aide fixe au fonctionnement pour les centrales utilisant des sources d'énergie renouvelable*, décision du 22 mars 2011 (JO C 189 du 29.6.2011, p.1).

⁷¹ Affaire SA.33134 *Régime roumain de certificats verts* (JO C 244 du 23.8.2011, p. 2).

⁷² Affaire SA.30113 *Chaudière à chaleur géothermique pour le site industriel de Beinheim*.

⁷³ Affaire SA.31527 (N 386/2010) *Régimes pilotes pour l'achat de voitures électriques*, décision du 8 mars 2011 (JO C 149 du 20.5.2011, p. 3); IP/11/266.

⁷⁴ Affaire SA.30741 *Aide à l'acquisition de véhicules très peu polluants*, décision du 19 octobre 2011.

⁷⁵ Affaires SA.32206 *Prolongation du régime temporaire de prêts bonifiés pour les entreprises fabriquant des produits verts*, décision du 12 octobre 2011 (JO C 330 du 12.11.2011, p. 1) et SA.32029 *Prolongation pour 2011 des régimes d'aides français et allemand en faveur des produits verts*, décision du 3 octobre 2011 (JO C 361 du 10.12.2011, p. 1).

⁷⁶ COMP/M.6112 *Good Energies/NEIF/Newco*, décision du 13 avril 2011 (JO C 122 du 20.4.2011, p.6), COMP/M.6238 *RREEF/SMAG/OHL/Arenales*, décision du 10 août 2011 (JO C 255 du 31.8.2011, p. 1), COMP/M.6303 *Antin/RREEF/Andasol 1&2*, décision du 22 août 2011 (JO C 253 du 30.8.2011, p.1), COMP/M.6273 *Samsung/Korea Development Bank/KNS Solar*, décision du 3 août 2011 (JO C 236 du 12.8.2011, p. 6).

⁷⁷ COMP/M.6233 *FOEW/Dong Energy/Novasion/Aalborg Universitet/Universal Foundation*, décision du 27 juillet 2011 (JO C 228 du 3.8.2011, p. 4), COMP/M.6176 *Mitsubishi Corp/Barclays Bank/ Walney Topco I&II/SheringhamsShoal Topco*, décision du 29 août 2011 (JO C 261 du 3.9.2011, p. 1), COMP/M.6155 *GEM/DEME/Electrawinds Offshore/SRIWE/Z-Kracht/Power@sea/Rent a Port Energy*, décision du 6 juin 2011, COMP/M.6206 *Iberdrola/Caja Rural de Navarra/Renovables de la Ribera*, décision du 30 juin 2011 (JO C 198 du 6.7.2011, p. 1).

⁷⁸ Affaire C38/B/2004 (ex NN58/2004) *Tarifs d'électricité préférentiels en faveur de trois entreprises grandes consommatrices d'électricité situées en Sardaigne* et C13/2006 (ex N587/2005) et loi sur l'électricité verte (JO L 309 du 24.11.2011, p.1).

⁷⁹ Affaire C24/2009 (ex N446/2008) *Aide d'État en faveur des entreprises grandes consommatrices d'énergie en vertu de la loi autrichienne sur l'électricité verte* (JO L 235 du 10.9.2011, p. 42).

⁸⁰ Comme le prévoit la décision 2010/787/UE du Conseil du 10 décembre 2010 relative aux aides d'État destinées à faciliter la fermeture des mines de charbon qui ne sont pas compétitives (JO L 336 du 21.12.2010, p. 24).

⁸¹ Affaire SA.30907 (N175/2010) *Fermeture de la mine Trbovlje Hrastnik Ltd jusqu'en 2015* (JO C 294 du 6.10.2011, p. 3).

⁸² Affaire SA.33013 *Plan relatif à l'industrie houillère pour la période 2011-2015*, décision du 23 novembre 2011.

fermeture de mines non compétitives dans le cas d'aides couvrant des coûts de production⁸³. Dans ce dernier cas, un plan d'accompagnement portant sur l'incidence environnementale et climatique a dû être fourni.

Le traitement et le recyclage des déchets restent aussi des domaines d'activité importants, comme l'indique le grand nombre d'affaires liées à la gestion de l'eau et des déchets⁸⁴. Une tendance similaire est observée dans le domaine des ententes et des abus de position dominante, où la Commission examine les comportements dans des secteurs tels que la collecte des déchets et la fourniture de services de distribution d'eau et de traitement des eaux usées⁸⁵.

Sécurité de l'approvisionnement

Le secteur énergétique européen se caractérise par une forte dépendance à l'égard des importations, étant donné que l'UE ne couvre que 48 % de ses besoins énergétiques⁸⁶. La dépendance énergétique varie considérablement d'un État membre à l'autre; le Danemark est le seul exportateur net d'énergie dans l'UE-27, tandis que les États baltes dépendent d'une source unique pour leurs importations de gaz. Le secteur énergétique européen se caractérise aussi par un besoin considérable d'investissements – dans la production d'électricité par exemple, pour laquelle le gaz et les énergies renouvelables constituent généralement des sources plus importantes dans l'UE.

La lutte de la Commission contre les ententes et les abus de position dominante dans le secteur de l'énergie peut contribuer à résoudre les problèmes de la sécurité d'approvisionnement en facilitant l'accès au marché et en encourageant les investissements. En 2011, la Commission a ouvert une procédure contre ČEZ en raison de soupçons d'abus de position dominante sur le marché tchèque de l'électricité qui entraveraient l'entrée des concurrents. La Commission a aussi procédé à des vérifications impromptues dans les locaux de compagnies gazières d'Europe centrale et orientale, elle a enquêté sur l'existence de comportements susceptibles d'empêcher des concurrents de fournir d'autres sources de gaz ou pouvant impliquer l'exploitation d'une position dominante sur le marché de la fourniture de gaz, en imposant par exemple des prix excessifs.

Les autres instruments de la politique de concurrence, comme le contrôle des aides d'État, peuvent aussi contribuer à la réalisation du marché intérieur du gaz dans l'UE. L'autorisation des mesures visant à accroître la sécurité de la fourniture de gaz en Pologne et la construction d'une ligne d'interconnexion transfrontalière entre la Pologne et la Lituanie⁸⁷ en sont deux bons exemples.

⁸³ Voir les affaires SA.24642 (N708/2007) *Plan de fermeture des mines 2008-2018 (Allemagne)*, décision du 7 décembre 2011 et SA.33033 *National Hard Coal Company Petroșan (Roumanie)*, décision du 22 février 2012; IP/12/157.

⁸⁴ Affaires COMP/M.6088 *HIG Capital/Der Grune Punkt-Duales System Deutschland*, décision du 7 février 2011 (JO C 43 du 11.2.2011, p. 2), COMP/M.6105 *Veolia/EDF:SEEG*, décision du 24 janvier 2011 (JO C 26 du 28.1.2011, p. 1), COMP/M.6345 *Cheung Kong/Northumbrian Water Group*, décision du 22 septembre 2011 (JO C 285 du 29.9.2011, p. 1), COMP/M.6253 *Talis International Holdings/Raphael Valves Industries*, décision du 12 juillet 2011 (JO C 209 du 15.7.2011, p. 16).

⁸⁵ Par exemple, une procédure a été engagée contre ARA en Autriche et une enquête portant sur le comportement des sociétés françaises de distribution d'eau s'est poursuivie en 2011.

⁸⁶ Observatoire du marché de l'énergie, juin 2011.

⁸⁷ Affaires SA.31953 *Construction d'un terminal GNL à Swinoujsciu*, décision du 5 octobre 2011 (JO C 361 du 10.12.2011, p. 1) et SA.30980 (N 542/2010) *Construction d'une ligne d'interconnexion électrique*

2. Technologies de l'information et de la communication (TIC) et médias

Ainsi que le reconnaît la stratégie numérique pour l'Europe⁸⁸, les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle éminent pour permettre à l'Europe de réaliser ses ambitions en matière de compétitivité pour 2020. Le secteur des TIC génère directement 5 % du PIB européen et représente une valeur marchande annuelle de 660 milliards d'EUR. Il emploie plus de huit millions de personnes, ce qui représente 3,7 % de l'emploi total dans l'UE⁸⁹. Les TIC contribuent en même temps encore davantage à la hausse générale de productivité en raison du dynamisme et de l'innovation inhérents au secteur et du rôle moteur qu'elles jouent dans le changement d'approche des activités commerciales dans les autres secteurs. Le déploiement de réseaux à haut débit et à très grande vitesse est un facteur particulièrement important à cet égard.

Les derniers chiffres disponibles indiquent que les industries culturelles et créatives englobant les médias représentaient 4,5 % du PIB de l'UE en 2008, employant quelque 3,8 % de la main d'œuvre européenne⁹⁰. Les industries culturelles et créatives d'Europe sont l'un des secteurs économiques les plus dynamiques apportant une réelle contribution à la stratégie Europe 2020 et à certaines de ses initiatives phares telles que l'Union de l'innovation, la stratégie numérique, la stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois ou une politique industrielle intégrée à l'ère de la mondialisation⁹¹. Le contenu créatif constitue aussi une contribution majeure à l'économie numérique et est un moteur essentiel de la demande de services numériques par les consommateurs.

Les secteurs des TIC et des médias se caractérisent par une évolution rapide des technologies. L'expansion des réseaux à grande vitesse et le passage du physique au numérique ont un impact révolutionnaire sur les pratiques commerciales.

Le recours accru à l'informatique en nuage crée la nécessité de relier différents produits et applications dans l'ensemble du secteur. Les services offerts dans ce secteur seront de plus en plus interconnectés et interdépendants. Le secteur des TIC se caractérise aussi par des effets de réseau et d'échelle qui ont tendance à renforcer la position des leaders sur le marché. La Commission considère qu'il est essentiel, pour maintenir la concurrence dans le secteur, de garantir l'interopérabilité afin d'éviter un verrouillage anticoncurrentiel de la clientèle et de préserver l'opportunité, pour les entreprises novatrices, d'affronter la concurrence⁹². Les droits de propriété intellectuelle et les normes y afférentes devraient aussi rester des questions capitales pour le maintien de la concurrence. Dans ce contexte, l'impact du recours stratégique accru aux DPI, en particulier aux brevets, sur la concurrence est un point sur lequel la Commission a l'intention de concentrer son attention. Les normes ouvertes restent un moyen important de soutenir l'interopérabilité. Avec le recours accru à l'informatique en nuage, les questions d'interopérabilité, de portabilité des données et de normes resteront au premier rang des questions réglementaires à examiner.

transfrontalière entre la Pologne et la Lituanie, décision du 6 janvier 2011 (JO C 79 du 12.3.2011, p. 1 et corrigendum publié au JO C 92 du 24.3.2011, p. 22).

⁸⁸ Une stratégie numérique pour l'Europe - COM(2010) 245 final/2.

⁸⁹ Voir le *2011 Report on R&D in ICT in the European Union* (rapport 2011 sur la R&D liée aux TIC dans l'Union européenne), Centre commun de recherche de la Commission européenne - Institut de prospective technologique (JRC 65175 EUR 24842 EN).

⁹⁰ «Promouvoir l'économie numérique: l'enjeu de l'emploi dans les industries créatives de l'UE», TERA Consultants, mars 2010.

⁹¹ *Livre vert de la Commission «Libérer le potentiel des industries culturelles et créatives»*, 27 avril 2010, COM(2010) 183.

⁹² Affaire n° COMP/37.792 – *Microsoft* (JO L 32 du 6.2.2007, p. 23). Voir arrêt dans l'affaire T-201/04, *Microsoft Corp./Commission*, Rec. 2007, p. II-3601.

La transition en cours vers les réseaux d'accès de nouvelle génération avec des vitesses d'accès beaucoup plus grandes sont susceptibles de soutenir la croissance et de stimuler la prospérité. Le passage des réseaux de cuivre traditionnels vers les accès de nouvelle génération ne devrait toutefois pas être exploité pour recréer des monopoles sur les marchés et pour inverser la dynamique concurrentielle induite par la libéralisation du secteur des télécommunications électroniques. Les entreprises doivent par conséquent veiller à ce que les accords de co-investissement et de coopération conclus en vue du déploiement des accès de nouvelle génération respectent à la fois la réglementation sectorielle et le droit de la concurrence. Il en va de même pour les pratiques des entreprises occupant une position dominante, lesquelles ne peuvent entraîner l'éviction de concurrents du marché.

Trop nombreux sont les obstacles qui empêchent encore la libre circulation des services et produits de divertissement en ligne par-delà les frontières nationales. La protection du marché unique reste l'une des priorités principales de la Commission dans l'application du droit de la concurrence dans le cadre de l'économie numérique. En 2011, la Cour européenne de justice a adopté une position ferme à l'égard du cloisonnement artificiel du marché unique en matière de contenu des médias. Dans l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire *Premier League/Murphy*⁹³, la Cour a jugé que les restrictions contractuelles qui privaient les consommateurs d'accès à la radiodiffusion transfrontière de matches de football de Premier League étaient des restrictions de la concurrence par objet contraires à l'article 101 TFUE. Une telle protection territoriale absolue dont bénéficient les radiodiffuseurs ne saurait se justifier lorsque les détenteurs de droits ont pu obtenir une rémunération appropriée sans empêcher ou limiter l'accès transfrontalier à leur contenu.

La Commission a continué à utiliser ses instruments d'exécution pour garantir une concurrence sans restriction et la croissance dans les secteurs des TIC et des médias, au profit des consommateurs et au service des objectifs de la stratégie numérique pour l'Europe.

La politique en matière d'aides d'État gagne en importance pour les secteurs des TIC et des médias. Le 20 juin, la Commission a lancé une consultation publique sur les nouvelles règles régissant l'évaluation des aides d'État destinées à soutenir la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles⁹⁴. En mai a été publié un document d'analyse pour lancer un premier tour de consultation publique; 110 commentaires ont été reçus et publiés en octobre. La publication d'un projet de communication en vue de la consultation publique est prévue pour le premier trimestre de 2012.

La Commission est aussi en train de revoir les lignes directrices relatives au haut débit⁹⁵ dans le domaine des aides d'État en faveur des réseaux à haut débit. Une consultation publique a été lancée en avril 2011 et plus de 100 commentaires reçus des parties intéressées ont été publiés en octobre. Une nouvelle consultation publique sur le nouveau projet de lignes directrices devrait avoir lieu au premier trimestre de 2012.

Accès aux réseaux et services numériques connexes

Ainsi que l'on exprimé le Parlement européen dans le rapport Schwab et d'autres parties prenantes, l'accès aux réseaux reste un enjeu majeur dans la perspective d'un marché

⁹³ Arrêt du 4 octobre 2011 dans les affaires jointes C-403/08, Football Association Premier League et autres/QC Leisure et autres, et C-429/08, Karen Murphy/Media Protection Services Ltd.

⁹⁴ En vue de la révision des critères d'évaluation énoncés dans la communication de la Commission sur certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles (communication cinéma) du 26 septembre 2001 (JO C 43 du 16.2.2002, p. 6). Voir aussi le document d'analyse disponible à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/competition/consultations/2011_state_aid_films/issues_paper_fr.pdf

⁹⁵ Lignes directrices communautaires pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (JO C 235 du 30.9.2009, p. 7).

concurrentiel complété par un développement effectif de l'Internet et de l'économie numérique. En juin, la Commission a infligé une amende de plus de 127, 5 millions d'EUR à l'opérateur historique de télécommunications polonais Telekomunikacja Polska S.A. (ci-après «TP») pour avoir abusé de sa position dominante, au cours de la période 2005-2009, en cherchant délibérément à limiter la concurrence sur les marchés du haut débit en Pologne en créant des obstacles pour les nouveaux opérateurs, même si l'approche de TP a changé à la suite de l'accord signé en octobre 2009 avec l'autorité nationale de régulation. La Commission a engagé la procédure de sa propre initiative en 2009, après avoir constaté que la Pologne affichait un taux de pénétration de la large bande parmi les plus faibles d'Europe, que les vitesses de connexion proposées aux consommateurs étaient plus lentes et que les tarifs mensuels par Mbps annoncé étaient nettement supérieurs à ceux pratiqués dans d'autres États membres (et parmi les plus élevés au sein de l'OCDE).

Le contrôle des aides d'État a un rôle important à jouer dans l'accélération du déploiement des réseaux à large bande en Europe. Des mesures d'aide favorisant la concurrence, qui complètent les investissements privés dans des domaines commercialement non rentables, sont nécessaires à la réalisation des objectifs de la stratégie numérique pour l'Europe. Le volume des aides d'État approuvées par la Commission en vertu des lignes directrices relatives au haut débit⁹⁶ s'est élevé à près de 2 milliards d'EUR en 2011. La Commission a autorisé des aides au moyen de 18 décisions couvrant des pays tels que la France, la Pologne, la Grèce ou le Portugal. Un montant d'aides identique a été approuvé en 2010.

Un marché intérieur ouvert et pleinement intégré

Des accords transfrontières de partage du marché contenant des clauses de non-concurrence constituent l'une des violations les plus flagrantes du droit de la concurrence. Ils mettent en danger l'intégration complète du marché, en le compartimentant artificiellement selon les frontières nationales. C'est pour ces raisons qu'en octobre, la Commission a adressé à Telefónica et Portugal Telecom une communication des griefs concernant leur accord de non-concurrence sur les marchés ibériques des télécommunications.

Le développement de l'Internet a un effet direct sur le développement concurrentiel des services connexes tels que les moteurs de recherche et les plateformes de publicité en ligne. La Commission examine actuellement les allégations selon lesquelles Google pourrait abuser de sa position dominante sur les marchés de la recherche en ligne, de la publicité liée aux recherches en ligne et de l'intermédiation publicitaire liée aux recherches en ligne. Selon ces allégations, Google rétrograde les résultats de recherches effectuées par des services concurrents (spécialisés dans l'offre de certains contenus en ligne tels que les comparaisons de prix, appelés «services de recherche verticale») et a accordé un référencement préférentiel aux résultats de ses propres services de recherche verticale. La Commission examine aussi les allégations selon lesquelles Google impose des obligations d'exclusivité aux partenaires annonceurs, les empêchant de placer certains types d'annonces concurrentes sur leurs sites Internet. Enfin, l'enquête de la Commission porte également sur les restrictions suspectées à la portabilité de données de campagnes de publicité en ligne sur des plateformes de publicité en ligne concurrentes⁹⁷.

⁹⁶ Lignes directrices communautaires pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (JO C 235 du 30.9.2009, p. 7).

⁹⁷ Affaire COMP/39740 *Foundem/Google et affaires liées*.

Les marchés des télécommunications et des contenus numériques ne sont pas les seuls domaines sur lesquels la Commission a concentré ses actions en matière d'ententes et d'abus de position dominante en 2011. Le marché des services d'entretien des macro-ordinateurs a, lui aussi, fait l'objet d'un examen. En juillet 2010, la Commission a ouvert une procédure formelle d'examen à l'encontre d'IBM en ce qui concerne un abus présumé de position dominante par éviction de concurrents fournissant des services d'entretien de serveurs centraux. À la suite de l'enquête, IBM a présenté des engagements formels visant à garantir la disponibilité de certaines pièces détachées et informations techniques à des conditions raisonnables et non discriminatoires sur une période de cinq ans. La Commission a rendu ces engagements contraignants dans une décision adoptée le 13 décembre.

2011 a vu se poursuivre la consolidation du secteur du matériel informatique, le nombre d'opérateurs mondiaux présents dans le secteur des lecteurs de disque dur ayant été ramené à trois. En mai, la Commission a ouvert des enquêtes approfondies sur deux opérations parallèles prévues dans ce secteur, à savoir l'acquisition, par Seagate, des activités de Samsung liées aux lecteurs de disque dur et l'acquisition, par Western Digital, de Viviti Technologies, anciennement connue sous le nom d'Hitachi Global Storage Technologies (HGST). Le 19 octobre, la Commission a autorisé l'opération Seagate/Samsung⁹⁸ et le 23 novembre, elle a adopté une décision d'autorisation conditionnelle dans l'affaire Western Digital/HGST⁹⁹. Les parties à cette dernière procédure ont proposé des mesures correctives afin de résoudre les problèmes de concurrence identifiés sur plusieurs marchés de produits, notamment celui des ordinateurs de bureau de 3,5 pouces, sur lequel le projet de concentration aurait conduit à un duopole entre l'entité issue de la concentration et Seagate. Les parties se sont engagées à céder d'emblée à un acquéreur approprié à approuver par la Commission l'activité de HGST relative aux ordinateurs de bureau de 3,5 pouces (ainsi que certains actifs de Western Digital) afin de garantir le maintien d'un troisième fournisseur sur ces marchés.

L'impact de la numérisation sur les secteurs du contenu

Le passage, en 2012, de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique utilisant les technologies de la télévision numérique terrestre et le dividende numérique qui en découlera (les zones de fréquence libérées) devraient entraîner de nouvelles entrées sur le marché et offrir un plus grand choix aux téléspectateurs. En vertu de la législation de l'UE¹⁰⁰, ce dividende doit être attribué en fonction de critères et de procédures spécifiques (procédures ouvertes, transparentes, non discriminatoires, etc.). La Commission a ouvert des procédures à l'encontre de l'Italie, de la France et de la Bulgarie pour non-respect de ces exigences. À la suite de ces interventions, l'Italie a organisé une procédure de sélection comparative pour de nouvelles fréquences numériques (multiplexeurs), tandis que la France et la Bulgarie ont pris des mesures législatives pour se conformer à la réglementation.

Les marchés des produits de contenu numérique tels que les livres électroniques se développent au rythme de l'évolution de l'économie numérique. En décembre, la Commission a ouvert une procédure formelle d'examen concernant des accords ou pratiques restrictifs présumés affectant la vente de livres électroniques dans l'UE. L'enquête de la Commission

⁹⁸ Décision du 19 octobre 2011 dans l'affaire COMP/M.6214, *Seagate Technology / the HDD business of Samsung Electronics*; IP/11/1213.

⁹⁹ Décision du 23 novembre 2011 dans l'affaire COMP/M.6203, *Western Digital Ireland / Viviti Technologies*, IP/11/1395.

¹⁰⁰ Notamment la directive 2002/77/CE de la Commission du 16 septembre 2002 relative à la concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques (JO L 249 du 17.9.2002, p. 21).

porte sur des accords ou pratiques restrictifs présumés entre cinq éditeurs internationaux (Hachette, Harper Collins, Simon & Schuster, Penguin et Georg von Holzbrinck) et Apple, ainsi que sur la nature et les clauses des contrats d'agence concernant la vente de livres électroniques.

Assurer l'interopérabilité

Le secteur des TIC se caractérise par la convergence numérique et l'accroissement simultané de l'importance de l'interopérabilité et des normes. Compte tenu des effets de réseau souvent constatés dans ce secteur, l'interopérabilité est une caractéristique importante pour l'exercice de la concurrence sur ces marchés. Bien que les ordinateurs personnels soient considérés comme la principale passerelle vers le monde du numérique, les utilisateurs accèdent de plus en plus aux données via d'autres appareils (des téléphones portables intelligents – smartphones – par exemple), capables de communiquer entre eux et avec des dispositifs informatiques. Ces progrès renforcent la nécessité d'une interopérabilité entre les produits logiciels et les appareils.

Un exemple de l'approche de la Commission est l'affaire Intel/McAfee. La Commission craignait que les produits de sécurisation informatique concurrents ne soient exclus du marché en raison de la forte présence d'Intel sur les marchés des puces et jeux de puces pour ordinateurs. La concentration a par conséquent été autorisée sous réserve d'engagements à prendre par Intel pour garantir l'interopérabilité entre les produits de l'entité issue de la concentration et ceux de ses concurrents¹⁰¹.

Un autre exemple est l'autorisation de l'acquisition de Skype par Microsoft¹⁰². La Commission a conclu qu'il était improbable que Microsoft dégrade l'interopérabilité de Skype ou lie son système d'exploitation Windows, leader sur le marché, avec Skype, limitant ainsi la capacité des autres acteurs à faire concurrence à l'entité issue de la concentration. La Commission est aussi parvenue à la conclusion que Microsoft ne serait pas incitée à abaisser le niveau d'interopérabilité actuel de Skype puisqu'elle a besoin des services de Skype pour rester présente sur un maximum de plateformes, de manière à renforcer la marque Skype.

En procédant à un examen en vertu du règlement de l'UE sur les concentrations, la Commission veille à ce que les marchés des TIC et des médias restent ouverts aux nouveaux arrivants et que l'accès aux éléments clés (contenu, technologie ou interconnexion) ne soit pas refusé. La Commission s'efforce aussi de faire en sorte que les opérations de concentration réalisées dans ce secteur n'entraînent pas une augmentation des prix, une diminution des possibilités de choix, un appauvrissement de la qualité et une limitation de l'innovation au détriment des consommateurs.

3. Transport ferroviaire

Le secteur des transports est important pour la croissance et les emplois de l'UE. En 2009¹⁰³, la valeur ajoutée produite par le secteur a atteint 437 milliards d'EUR, soit 3,7 % du PIB de

¹⁰¹ Décision du 26 janvier 2011 dans l'affaire COMP/M.5984 *INTEL / MCAFEE*, JO C 98 du 30.3.2011, p. 1; IP/11/70.

¹⁰² Décision du 7 octobre 2011 dans l'affaire COMP/M.6281 *Microsoft / Skype*, JO C 341 du 22.11.2011, p. 2; IP/11/1164.

¹⁰³ La plupart des données au niveau sectoriel ne sont disponibles que jusqu'en 2009. Dans la mesure du possible, il est fait référence aux évolutions relatives aux années suivantes.

l'UE. Le secteur des transports et du stockage employait près de 11 millions de personnes, ce qui correspond à 5,1 % du nombre total d'emplois dans l'UE. Les ménages ont néanmoins consacré pas moins de 13 % de leurs dépenses à des services de transport. Dans le secteur des transports, les principaux sous-secteurs sont les activités de soutien au transport (telles que l'exploitation d'entrepôts et de terminaux) et le transport de fret routier. Le transport ferroviaire représente environ 6 % de la valeur ajoutée du secteur des transports dans son ensemble. Il fournit toutefois des intrants importants à de nombreux autres secteurs de l'économie, tout en étant proche du consommateur final.

Ces vingt dernières années, la Commission s'est employée à soutenir la restructuration du marché du transport ferroviaire européen et à renforcer la position du rail par rapport aux autres modes de transport. Elle a concentré ses efforts sur trois grands chantiers, qui sont essentiels au développement d'une industrie du transport ferroviaire forte et compétitive: 1) l'ouverture du marché du transport ferroviaire à la concurrence, 2) l'amélioration de l'interopérabilité et de la sécurité des réseaux nationaux, et 3) le développement des infrastructures de transport ferroviaire.

L'ouverture des marchés nationaux du transport de fret et de passagers à la concurrence transnationale constitue une avancée majeure vers la création d'un espace ferroviaire européen intégré et d'un véritable marché intérieur du rail dans l'UE. L'harmonisation technique accrue des systèmes ferroviaires et le développement de lignes ferroviaires transfrontières essentielles contribuent également à éliminer les obstacles à une plus grande compétitivité du secteur du transport ferroviaire, au même titre qu'une meilleure interconnexion des marchés de l'UE et de ceux des pays voisins.

Une concurrence accrue sur le marché renforce l'efficacité de ses acteurs et les rend plus soucieux des attentes des clients. La législation de l'UE dans le secteur ferroviaire a régulièrement encouragé la compétitivité et l'ouverture des marchés, la première mesure législative importante à cette fin remontant à 1991. Cette législation se fonde sur une distinction entre les gestionnaires d'infrastructure qui exploitent le réseau et les entreprises ferroviaires qui l'utilisent pour transporter des passagers ou des marchandises. Il convient de mettre en place des entités différentes pour les activités de transport, d'une part, et la gestion de l'infrastructure, d'autre part. Des fonctions essentielles telles que la répartition des capacités ferroviaires (les sillons dont les entreprises ont besoin pour pouvoir exploiter leurs trains sur le réseau), la perception de redevances sur l'utilisation de l'infrastructure et l'octroi de licences doivent être séparées de l'exploitation de services de transport et exercées de manière neutre afin d'assurer un accès équitable des nouveaux exploitants ferroviaires au marché.

Le transport de fret ferroviaire est entièrement libéralisé dans l'UE depuis le début de 2007, tant pour les services nationaux que pour les services internationaux. Par conséquent, toute entreprise ferroviaire agréée de l'UE qui est dotée de la certification requise en matière de sécurité peut demander à obtenir des capacités et proposer des services nationaux et internationaux de transport ferroviaire de marchandises sur tout le territoire de l'UE.

Le marché des services internationaux de transport ferroviaire de passagers est libéralisé dans l'UE depuis le 1^{er} janvier 2010. Toute compagnie ferroviaire agréée établie dans l'UE peut offrir de tels services, et, à ce titre, embarquer ou déposer des passagers dans toute gare traversée sur une ligne internationale.

Vers un système de transport compétitif et économe en ressources

En mars 2011, la Commission a adopté une stratégie de grande ampleur qui définit une feuille de route pour parvenir à un système de transport compétitif et économe en ressources¹⁰⁴. La feuille de route comporte 40 initiatives concrètes visant à accroître la mobilité tout en réduisant de 60 % les émissions de carbone dans le secteur des transports d'ici 2050. Certaines

¹⁰⁴ Feuille de route pour un espace européen unique des transports – Vers un système de transport compétitif et économe en ressources, COM(2011) 144 du 28.3.2011.

de ces initiatives visent spécifiquement à renforcer la concurrence dans le secteur du transport ferroviaire.

Comme indiqué ci-dessus, le transport de fret ferroviaire est entièrement libéralisé depuis le début de 2007, tandis que le marché des services internationaux de transport ferroviaire de passagers est libéralisé depuis le 1^{er} janvier 2010. La Commission a introduit des recours contre plusieurs États membres qui n'ont pas mis en œuvre correctement les directives de l'UE relatives à la libéralisation du fret ferroviaire et du transport international de passagers. La feuille de route de la Commission prévoit également d'étendre l'ouverture du marché au secteur du transport national de passagers. Actuellement, ces marchés sont ouverts à la concurrence dans certains États membres (notamment l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni), mais pas dans d'autres.

La concurrence réelle dans le secteur ferroviaire reste faible, comme en témoignent les parts de marché élevées des opérateurs historiques et la pénétration limitée des nouveaux entrants. Jusqu'à présent, les entrées sur le marché ont principalement revêtu la forme d'acquisitions d'acteurs d'un État membre par des opérateurs d'autres États membres. Il reste néanmoins difficile pour les nouveaux entrants de fournir des services ferroviaires concurrentiels, notamment du fait de la difficulté d'obtenir un accès équitable et non discriminatoire au réseau ferroviaire et aux services ferroviaires connexes. La proposition de la Commission relative à la refonte du premier paquet ferroviaire¹⁰⁵ vise à remédier à ces problèmes. Les discussions qui ont eu lieu en 2011 au Parlement et au Conseil ont porté sur les dispositions concernant la séparation entre les exploitants d'infrastructures et d'installations de services et les entreprises ferroviaires. De surcroît, la Commission a commencé à utiliser les outils dont elle dispose dans le domaine des ententes et abus de position dominante pour garantir un accès équitable sur le réseau ferroviaire.

Enfin, la Commission veille à ce que les entreprises qui fournissent des services ferroviaires publics ne bénéficient pas de compensations inappropriées. La Commission vérifie régulièrement que ces entreprises ne reçoivent pas de surcompensation pour les services fournis et, partant, n'obtiennent pas un avantage indu sur le marché.

Favoriser les entrées sur le marché

L'accroissement de la concurrence grâce à de nouvelles entrées sur les marchés du transport ferroviaire de fret et de passagers a été le principal objectif de l'action menée par la Commission en 2011 dans le cadre du contrôle des concentrations et de ses enquêtes concernant des cas d'entente et d'abus de position dominante.

Grâce à l'action de la Commission, qui a approuvé le projet d'entreprise commune entre Veolia Transport et Trenitalia¹⁰⁶, la mise en place d'un nouveau service de transport à grande vitesse concurrençant le monopole existant sur la ligne Paris-Milan est possible. Un service concurrent pourrait également voir le jour sur la ligne Vienne-Salzburg, après l'autorisation

¹⁰⁵ Directive établissant un espace ferroviaire unique européen (refonte), proposition de la Commission européenne, COM(2010) 475 final du 17.9.2010.

¹⁰⁶ Affaire COMP/M.6150 *Veolia Transport/Trenitalia/JV*, décision du 20 juillet 2011, JO C 249 du 26.8.2011, p.3; IP/11/917.

par la Commission du projet d'entreprise commune entre la SNCF et deux sociétés d'investissement autrichiennes¹⁰⁷.

En outre, la Commission a ouvert une enquête afin d'établir si des opérateurs historiques verticalement intégrés (comme Deutsche Bahn¹⁰⁸ et Lietuvos gelezinkeliai¹⁰⁹) sont en mesure d'abuser de leur monopole sur des infrastructures ferroviaires essentielles, au profit de leurs propres activités de transport ferroviaire et au détriment des nouveaux entrants.

Depuis le début du processus de libéralisation du transport ferroviaire de fret et de passagers, la Commission a examiné les plans de restructuration des opérateurs historiques soumis dans plusieurs États membres. En 2011, elle a ouvert des procédures formelles d'examen au sujet des aides à la restructuration octroyées aux entreprises ferroviaires grecque et bulgare Trainose¹¹⁰ et BDZ¹¹¹. L'enquête de la Commission concernant Trainose porte également sur le contrat de service public conclu avec le gouvernement grec. Le plan de restructuration de BDZ a été notifié en mai 2011, à la suite de l'autorisation de l'aide au sauvetage par la Commission en décembre 2010¹¹².

4. Industrie pharmaceutique et services de santé

Les soins de santé demeurent un secteur économique important, qui contribue pour environ 9 % au PIB de l'UE; il englobe le secteur des médicaments, délivrés sur ordonnance ou non, qui représente près de 2 % du PIB de l'UE et les services de santé¹¹³, qui représentent 6,5 % du PIB de l'UE¹¹⁴. La plupart des dépenses de santé sont supportées par les États membres, les contributions directes des patients en couvrant environ 11 %, soit 122 milliards d'euros par an. La crise économique récente et le vieillissement de la population ont obligé les États membres à être encore plus vigilants sur le chapitre des dépenses publiques, notamment sur le budget consacré à la santé.

Le secteur pharmaceutique et celui des services de santé présentent un certain nombre de caractéristiques communes: les prescripteurs des produits ou des services en cause (les médecins) ne sont pas les consommateurs (les patients). Il en va de même de ceux qui paient pour ces produits ou services, qui sont généralement des caisses d'assurance-maladie dans les États membres. Les prescripteurs et les consommateurs sont donc moins sensibles aux prix que cela n'est le cas sur d'autres marchés. En outre, ces deux secteurs sont fragmentés du fait des réglementations nationales en matière d'agrément, de tarification et de remboursement des produits ou des services. Dans les deux secteurs, on observe des problèmes de concurrence similaires, notamment des barrières artificielles à l'entrée. Il est essentiel que les prix demeurent compétitifs.

¹⁰⁷ Affaire COMP/M.6269 *SNCF/HFPS/Wehinger GmbH/Rail Holding*, décision du 20 juillet 2011, JO C 222 du 28.7.2011, p. 1.

¹⁰⁸ Voir MEMO/11/208 du 31.3.2011.

¹⁰⁹ Voir MEMO/11/152 du 10.3.2011.

¹¹⁰ Affaire SA.32544, *Restructuration de la compagnie ferroviaire grecque - TRAINOSE S.A.*, décision du 13 juillet 2011; IP/11/866.

¹¹¹ Affaire SA.31250, *Restructuring aid to BDZ*, décision du 9 novembre 2011; IP/11/1321.

¹¹² Affaire N402/2010, *Rescue aid for the Bulgarian State Railways BDZ EAD (BDZ)*, décision du 15 décembre 2010, JO C 187 du 28.6.2011, p. 6-9; IP/10/1733.

¹¹³ Hors médicaments, investissements publics en matière d'éducation, prévention sanitaire et autres appareils thérapeutiques.

¹¹⁴ Tous les chiffres figurant dans cette partie sont des estimations de la DG Concurrence fondées sur des données tirées de la base Eco-Santé OCDE 2008.

Pour ce qui est des médicaments plus particulièrement, on constate qu'en 2007, chaque citoyen européen a coûté, en moyenne, 430 euros en achat de médicaments¹¹⁵, somme qui devrait continuer à augmenter, en particulier du fait du vieillissement de la population européenne. Le secteur pharmaceutique est fortement réglementé et orienté par la recherche et le développement (R&D). Du côté de l'offre, les laboratoires de princeps cherchent à mettre sur le marché des produits novateurs. Le système de brevet crée le cadre législatif qui permet aux entreprises de récolter les fruits de leurs activités de recherche et de développement couronnées de succès. Lorsque cesse l'exclusivité conférée par un brevet, les entreprises de génériques peuvent pénétrer sur le marché avec des versions bioéquivalentes du produit princeps, dont les prix sont toutefois beaucoup plus bas, ce qui contribue à la maîtrise des budgets publics et incite les laboratoires de princeps à poursuivre leurs activités de R&D en vue de mettre au point de nouvelles spécialités pharmaceutiques innovantes.

Importance sur le plan de la concurrence des génériques et des médicaments innovants

Les principaux problèmes qui se posent au regard du droit de la concurrence sont les pratiques qui, par exemple, retardent ou empêchent indûment l'entrée des génériques ou la mise au point et le lancement de médicaments innovants. L'existence de ce type de pratiques a fait l'objet d'une analyse d'ordre général dans l'enquête sectorielle et a été mise en lumière dans le rapport final de 2009¹¹⁶. Ces pratiques incluent l'utilisation abusive potentielle des droits conférés par des brevets et des règlements amiables concernant des brevets. La Commission s'est penchée particulièrement sur ces questions dans le cadre des mesures qu'elle a prises pour lutter contre les ententes. Ces mesures complètent les travaux récents de la Commission sur la révision éventuelle de la directive 89/10/CEE du Conseil (aussi dénommée «directive transparence»)¹¹⁷, motivés également par l'enquête sectorielle qui a permis de déceler dans le cadre de régulation, des raisons supplémentaires expliquant le retard dans la mise sur le marché des médicaments.

L'organisation du secteur des soins de santé incombe principalement aux États membres, conformément à l'article 168 du TFUE. Toutefois, dans la mesure où les activités en cause impliquent une offre de biens ou de services sur le marché¹¹⁸, la fourniture de biens ou de services touchant à la santé est soumise aux règles de concurrence de l'UE, comme l'a souligné la décision antitrust de la Commission de 2010 sanctionnant l'Ordre national des pharmaciens)¹¹⁹.

¹¹⁵ Voir la communication de la Commission relative au rapport final concernant l'enquête sur le secteur pharmaceutique, p. 1, et le rapport final (annexe technique) disponible sur le site web de la DG concurrence à l'adresse: <http://ec.europa.eu/competition/sectors/pharmaceuticals/inquiry/index.html>

¹¹⁶ Voir le site web de la DG Concurrence:
<http://ec.europa.eu/competition/sectors/pharmaceuticals/inquiry/index.html>

¹¹⁷ Directive 89/105/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes d'assurance-maladie (JO L 40 du 11.2.1989, p. 8).

¹¹⁸ Affaire C-118/85, Commission/Italie (Recueil 1987, p. 2599, point 7), affaire C-35/96, Commission/Italie (Recueil 1998, p. I-3851, point 36) et affaires jointes C-180/98 à C-184/98, Pavlov (Recueil 2000, p. I-6451).

¹¹⁹ Affaire COMP/39510 *Ordre national des pharmaciens*, décision du 8 décembre 2010, IP/10/1683.

Mesures relatives à la concurrence prises pour améliorer le fonctionnement du marché

Au sein du secteur pharmaceutique, le retard dans l'entrée des génériques sur le marché (du fait d'accords et d'arrangements contractuels) est au cœur des deux affaires pour lesquelles la procédure a été engagée cette année, à savoir les affaires *Cephalon*¹²⁰ et *Fentanyl*¹²¹. En outre, la Commission mène actuellement un certain nombre d'enquêtes sur des cas de retard dans l'arrivée de génériques, qui n'ont pas encore donné lieu à l'ouverture formelle de la procédure¹²².

La Commission continue par ailleurs à suivre l'évolution du marché et les obstacles à l'entrée des médicaments génériques en s'intéressant particulièrement aux règlements amiables en matière de brevets. En 2011, elle s'est livrée à une deuxième série d'examens qui a montré une diminution sensible du nombre de règlements amiables susceptibles de poser problème: le nombre total de règlements de ce type est tombé à 3 % en 2010 contre 10 % sur la période allant de juillet 2008 à décembre 2009 (première série d'examens) et 22 % sur la période allant de janvier 2000 à juin 2008 (enquête sectorielle)¹²³. Parallèlement, la Commission a observé une augmentation généralisée du nombre de règlements amiables ne posant pas de problème. Elle continuera en 2012 à suivre la question des règlements amiables.

La Commission a également mis un terme à une enquête concernant une utilisation abusive présumée du système de brevet (à savoir le dépôt présumé de demandes de brevets non fondées) pour des médicaments innovants (affaire *Boehringer*). Cette affaire a été classée, les entreprises en cause étant parvenues à un accord qui a également permis de répondre aux préoccupations de la Commission en matière de concurrence¹²⁴. Par cet accord, Boehringer a retiré les éléments constitutifs du blocage, ce qui a permis de lever les obstacles à la mise sur le marché du médicament innovant de son concurrent Almirall.

La Commission continue de suivre les activités sur les marchés des soins de santé. Un recours a été introduit en février 2011 devant le tribunal de l'Union européenne contre la décision de décembre 2010 sanctionnant l'Ordre national des pharmaciens pour avoir tenté de fixer des prix minimums sur le marché français des analyses de biologie médicale et avoir entravé le développement de groupes de laboratoires sur ce marché. En outre, le parlement français a, le 13 juillet 2011, adopté un nouveau statut qui aurait eu pour effet, notamment, de limiter la création de groupes de laboratoires cliniques sur le marché français, ce qui aurait été contraire à l'objectif poursuivi par la décision de la Commission. Le Conseil constitutionnel français a toutefois, sur la base de griefs de procédure, déclaré nulles les sections du statut qui posaient problème¹²⁵.

¹²⁰ Affaire COMP/39686 *Cephalon*, IP/11/511, ouverture de la procédure le 19 avril 2011.

¹²¹ Affaire COMP/39685 *Fentanyl*, IP/11/1228, ouverture de la procédure le 18 octobre 2011.

¹²² MEMO/10/647 du 3 décembre 2010; MEMO/09/435 du 6 octobre 2009.

¹²³ Pour de plus amples informations sur la surveillance des règlements amiables, voir: <http://ec.europa.eu/competition/sectors/pharmaceuticals/inquiry/index.html>.

¹²⁴ Affaire COMP/39246 *Boehringer*, clôture de la procédure le 6 juillet 2011, IP/11/842.

¹²⁵ Conseil Constitutionnel, décision n° 2011-640 DC du 4 août 2011.

III. DIALOGUE AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS CONCERNANT LA CONCURRENCE

Dialogue structuré avec le Parlement européen

Si la Commission possède la pleine compétence en ce qui concerne l'application du droit de la concurrence de l'UE, sous réserve du contrôle assuré par les juridictions européennes, le commissaire chargé de la concurrence et ses services n'en participent pas moins à un dialogue permanent sur les questions de concurrence avec le Parlement européen. La Commission apprécie la contribution opportune du Parlement aux débats sur la politique de concurrence et le tient régulièrement informé des initiatives touchant à cette politique.

Outre le fait que le commissaire chargé de la concurrence participe à des réunions et à des auditions de la commission ECON, la DG Concurrence tient le Parlement informé des consultations publiques prochaines et de celles qui sont annoncées, organise des réunions d'information destinées aux députés et au personnel sur toute une série de questions d'actualité et tient de nombreuses réunions et discussions bilatérales sur des thèmes spécifiques.

En 2011, le commissaire chargé de la concurrence s'est réuni à trois reprises avec la commission ECON dans le cadre du dialogue structuré: il y a présenté le programme de travail de la Commission pour 2011 (mars), le rapport annuel sur la politique de concurrence (juillet) et le programme de travail de la Commission pour 2012 (novembre). Il a également assisté à une audition sur le recours collectif ainsi qu'à une réunion avec le groupe de travail «concurrence».

Le commissaire chargé de la concurrence a choisi de donner le coup d'envoi de la consultation publique organisée par la Commission sur les SIEG lors d'un discours qu'il a prononcé devant la commission ECON, soulignant l'importance qu'il attache à la participation du Parlement à ce dossier et sollicitant de façon spécifique la contribution du Parlement.

Suite donnée à la résolution du Parlement européen relative au rapport sur la politique de concurrence 2009

Le 20 janvier 2011, le Parlement a adopté sa résolution relative au rapport 2009 sur la politique de concurrence. Dans une lettre adressée à la présidente de la commission ECON le 15 mars 2011, le commissaire chargé de la concurrence a répondu aux principales remarques formulées par le Parlement dans sa résolution. Ce dernier s'est particulièrement penché sur les activités de la Commission liées à la **crise économique et financière**, l'appelant à procéder à une évaluation des mesures temporaires **d'aides d'État** consenties durant la crise.

La DG Concurrence a donc élaboré un document de travail des services de la Commission concernant les aides d'État temporaires adoptées pendant la crise économique et financière¹²⁶, qui a été transmis, le 28 septembre 2011, par le commissaire chargé de la concurrence à la présidente de la commission ECON. Ce document de travail était plus approfondi que l'étude sur le même thème réalisée par le Parlement, bien que les deux documents soient parvenus à des conclusions similaires: l'aide accordée au secteur financier avait été justifiée et avait contribué à stabiliser les marchés financiers et à maintenir les flux de crédit vers l'économie réelle. Un aspect important de l'action de la Commission, que le rapport du Parlement ne

¹²⁶ SEC(2011) 1126 final du 5.10.2011: document de travail des services de la Commission sur les effets des règles applicables aux aides d'État temporaires adoptées dans le contexte de la crise économique et financière

mentionnait pas, concernait l'obligation de restructuration imposée à tous les principaux bénéficiaires d'aides d'État par les décisions de la Commission. Ces restructurations ont limité au maximum les distorsions de concurrence que l'aide aurait pu engendrer et ont garanti une répartition équitable de la charge entre les acteurs concernés.

Dans sa résolution, le Parlement a rappelé les résolutions qu'il avait soumises en 2007 et 2009 qui appelaient la Commission à présenter un instrument législatif destiné à faciliter l'exercice d'actions individuelles et collectives visant à obtenir un **dédommagement** effectif **pour les préjudices** subis du fait d'infractions au droit de la concurrence. En réponse à la demande du Parlement dans sa résolution de 2009 appelant à une approche cohérente dans l'ensemble des secteurs, la Commission a lancé, en mars 2011, une consultation publique sur le **recours collectif**. Le programme de travail de la Commission pour 2012 mentionne une proposition concernant les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles sur les ententes et les abus de position dominante, que le commissaire chargé de la concurrence compte soumettre au collège en 2012.

En plus de la réponse officielle adressée par la Commission à la résolution du Parlement, la DG concurrence a également envoyé en mars à la commission ECON une réponse circonstanciée à toutes les observations formulées dans le rapport Eppink¹²⁷. Des fonctionnaires de la DG concurrence ont également rencontré des membres de la commission ECON qui s'étaient déclaré intéressés par des domaines spécifiques, par exemple la concurrence fiscale, la politique en matière d'amendes, les services financiers et les enquêtes sur le marché des CDS.

Prise en compte des remarques du Parlement

Dialogue entre la DG Concurrence et la commission ECON du Parlement

La DG Concurrence a organisé, en 2011, deux séminaires à l'intention des assistants et des conseillers politiques des membres de la commission ECON. Le premier, qui s'est tenu en février, a porté sur les grands chapitres du programme de travail 2011 en matière de concurrence (SIEG, lignes directrices pour le sauvetage et la restructuration des entreprises en difficulté, consultation publique organisée par la Commission sur le recours collectif) et sur les amendes, compte tenu de l'intérêt du Parlement pour ces questions. Ce séminaire a donné la possibilité au personnel de poser des questions précises aux responsables des dossiers concernés au sein de la DG concurrence.

Le second (juillet 2011) s'est inscrit dans le contexte de la présentation par le commissaire chargé de la concurrence du rapport annuel de concurrence 2010. La DG concurrence a organisé, en septembre, une réunion de suivi à l'intention des membres du groupe de travail «concurrence» de la commission ECON.

Le directeur général de la DG Concurrence s'est adressé à la commission ECON en mai, à l'occasion d'une réunion publique des coordinateurs. En 2011, de hauts fonctionnaires de la DG concurrence ont également tenu plusieurs réunions bilatérales avec des députés membres de la commission ECON et d'autres commissions pour aborder tout un éventail de questions.

Informations sur les activités de la DG Concurrence

¹²⁷ Texte adopté: P7_TA(2011)0023, qui peut être consulté à l'adresse suivante:
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A7-2010-0374&language=EN>

Toutes les informations sur les consultations publiques précédentes ou en cours ainsi que les analyses d'impact se trouvent sur le site web de la DG Concurrence¹²⁸. La DG envoie également au secrétariat de la commission ECON des informations sur le lancement de consultations publiques. Toutes les contributions à ces consultations apportées en temps utile par le Parlement européen sont bienvenues et le personnel de la DG Concurrence donne aux membres du Parlement qui le sollicitent des informations sur des aspects les intéressant particulièrement.

Toutes les réponses aux consultations publiques sont publiées sur l'internet, de même que les études de fond demandées, ainsi que l'analyse d'impact réalisée par la Commission et tous les documents de travail connexes de ses services. Il n'est pas courant de présenter des résumés des résultats des consultations publiques.

Services d'intérêt économique général

Le commissaire chargé de la concurrence et des fonctionnaires de la DG ont participé aux réunions de l'intergroupe «Services publics» consacrées aux SIEG au cours des mois qui ont précédé le lancement de la consultation publique de mars 2011. Le commissaire a, le 22 mars, présenté à la commission ECON les premières réflexions de la Commission sur le sujet et lui a fait rapport en juillet puis à nouveau en novembre, date à laquelle il a déclaré qu'il serait en mesure de tenir compte d'un certain nombre de préoccupations soulevées par le Parlement dans sa résolution sur le rapport SIMON.

Autres questions intéressant le Parlement

Les amendes

Les membres de la commission ECON ont fait part d'une série de préoccupations touchant à la politique de la Commission en matière d'amendes. Les services de la Commission ont expliqué la méthode appliquée dans ce domaine, à l'occasion de séminaires ainsi que dans une réponse circonstanciée à la lettre d'un député européen et ont, en novembre 2011, participé avec satisfaction à un court séminaire sur les amendes. La DG Concurrence a également publié une **fiche descriptive concernant les amendes**, destinée à expliquer les motifs de ces sanctions et leur méthode de calcul.

Le respect des règles de concurrence est un autre thème évoqué par le Parlement. Le rapport Schwab consacré au rapport 2010 de la Commission sur la politique de concurrence a indiqué qu'il importait d'encourager le respect des règles de concurrence ainsi que d'assurer une dissuasion efficace. La DG Concurrence a publié, en novembre 2011, une brochure destinée aux entreprises sur le respect des règles de concurrence, qui aborde directement ces deux points¹²⁹. Cette brochure aide les entreprises à élaborer une stratégie proactive en matière de respect de ces règles, résume les principales règles de concurrence que doivent observer les entreprises et présente des méthodes fondamentales afin d'aider les entreprises, en particulier les petites et les moyennes, à s'assurer du respect des règles de l'UE en matière de concurrence. Cette brochure confirme également la position de la Commission selon laquelle la mise en œuvre d'un programme de mise en conformité n'entraîne pas de répercussions négatives pour les entreprises, et ne sera pas considérée comme une circonstance atténuante lors du calcul du montant des amendes.

¹²⁸ Disponible à l'adresse http://ec.europa.eu/competition/index_en.html

¹²⁹ Disponible à l'adresse: http://ec.europa.eu/competition/antitrust/compliance/index_en.html

La Commission a publié, en octobre 2011, son **paquet révisé des bonnes pratiques**. Ce paquet non seulement renforce le **rôle du conseiller-auditeur** et clarifie celui des données économiques, mais il expose aussi des mesures visant à permettre aux parties à une enquête en matière d'ententes et d'abus de position dominante d'acquérir une plus grande expérience. Ainsi, les communications des griefs dans lesquelles la Commission expose ses arguments à un stade précoce de la procédure et auxquelles les parties peuvent répondre en détail incluent, dorénavant, les paramètres des amendes éventuelles.

Affaires et enquêtes

Les députés européens posent fréquemment à la Commission des questions sur des affaires individuelles de concurrence en cours, auxquelles elle est dans l'impossibilité de répondre pour des raisons de confidentialité liée à la procédure d'enquête. Les membres du personnel de la DG Concurrence rencontrent toutefois régulièrement les députés européens à leur demande pour leur expliquer les différentes étapes d'une procédure d'enquête, ou pour avoir une discussion générale sur un secteur particulier, dans la mesure du possible.

Pour faire respecter le droit de la concurrence de l'UE, la Commission dispose d'une série d'outils, tels que les enquêtes dans les dossiers individuels, les enquêtes sectorielles et la collaboration entre plusieurs directions générales sur des mesures réglementaires. Le Parlement a également demandé, à plusieurs reprises, à la Commission d'organiser des enquêtes sectorielles concernant plusieurs domaines, ce dont elle a pris acte. Ce type d'enquêtes nécessitent toutefois de très importantes ressources alors que, parfois, les mêmes objectifs peuvent être atteints aussi efficacement via d'autres modes d'enquête.

Contacts entre la DG Concurrence et le Parlement pour d'autres domaines d'action

Plusieurs commissions suivent les questions touchant à la politique de concurrence. Des fonctionnaires de la DG Concurrence de tous les niveaux ont tenu une série de réunions bilatérales avec les députés d'autres commissions parlementaires dont IMCO et ITRE (dans le cadre de laquelle l'examen à mi-parcours de l'encadrement de la RDI a été exposé), TRAN, LIBE, JURI et BUDG. Deux dossiers ont présenté un intérêt particulier pour la DG concurrence en 2011.

Règlement 1049 - Accès aux documents

Le rapport de la commission sur les libertés civiles (LIBE) traitant de l'accès aux documents suggère de supprimer l'exception proposée par la Commission pour les documents concernant le domaine de l'application du droit de la concurrence (enquêtes). La DG concurrence craint qu'un accès sans restriction aux documents puisse porter atteinte à ses activités en matière de contrôle de respect du droit, en particulier dans le cadre de la protection de son programme de clémence. La Commission continuera de suivre cette question de près dans le cadre du Conseil et lors des discussions en trilogue.

Dialogue entre la DG concurrence et le Comité économique et social européen

La Commission tient également le Comité économique et social européen (CESE) informé de ses grandes initiatives politiques, et prend part aux réunions de ses sections et de ses groupes

d'étude. En outre, le 4 octobre, le commissaire chargé de la concurrence a assisté à la réunion de la section «Marché unique, production et consommation» pour lui présenter le document de travail des services de la Commission concernant les aides d'État temporaires pendant la crise économique et financière. Le 7 décembre, le CESE a adopté un avis sur le rapport relatif à la politique de concurrence 2010¹³⁰.

IV. ANNEXES

- (1) Liste des dispositions adoptées par la DG concurrence dans le cadre du programme de travail de la Commission pour 2011.
- (2) Liste des affaires bancaires (aides d'État).

¹³⁰ Avis du Comité économique et social européen sur le «Rapport de la Commission sur la politique de concurrence 2010» du 7 décembre 2011, JO C 43 du 15.2.2012, p. 25. Consultable à l'adresse suivante: http://eescopinions.eesc.europa.eu/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces\int\int594\ces1850-2011_ac.doc&language=FR.
INT/594 – CESE 1850/2011

ANNEXE 1: Liste des dispositions adoptées par la DG Concurrence dans le cadre du programme de travail de la Commission pour 2011

- Communication «Réforme des règles de l'UE en matière d'aides d'État applicables aux services d'intérêt économique général» - COM(2011) 146
- Rapport sur la politique de concurrence 2010 - COM(2011) 328 final*
- Tableau de bord des aides d'État – Mise à jour du printemps 2011 - COM(2011) 356 final*
- Bonnes pratiques relatives aux procédures en matière d'ententes et d'abus de position dominante*:
 - Communication de la Commission concernant les bonnes pratiques relatives aux procédures d'application des articles 101 et 102 du TFUE (2011/C 308/06)
 - Décision du président de la Commission européenne du 13 octobre 2011 relative à la fonction et au mandat du conseiller-auditeur dans certaines procédures de concurrence (2011/695/UE)
 - Document de travail des services de la Commission intitulé «Best Practices for the submission of economic evidence and data collection in cases concerning the application of Articles 101 and 102 TFEU and merger cases»
- Tableau de bord des aides d'État - Mise à jour de l'automne 2011 – COM(2011) 848 final*
- Communication concernant l'application, à partir du 1^{er} janvier 2012, des règles en matière d'aides d'État aux aides accordées aux banques dans le contexte de la crise financière – C(2011) 8744 final.
- Révision de l'encadrement des aides d'État à la construction navale – (2011/C 364/06)
- Paquet SIEG:
 - Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général –C(2011) 9380
 - Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt général – (2012/C 8/02)
 - Communication - encadrement de l'Union européenne applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public (2011) – (2012/C 8/03)

* concerne d'autres mesures qui ne figurent pas dans le programme de travail de la Commission pour 2011

ANNEXE 2: Liste des affaires dans le secteur bancaire impliquant des aides d'État

Aides d'État - situation au 31/12/2011

Décisions adoptées par la Commission en 2011

AUTRICHE

Type de mesure/Bénéficiaire	Type de décision	Date d'adoption
SA.32745 – Restructuration de Kommunalkredit	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/389 .	31 mars 2011
<i>SA.32172 et SA.32554 – Autorisation temporaire d'une aide en faveur du groupe autrichien Hypo Group Alpe Adria</i> <i>[décision remplacée – voir ci-dessous]</i>	<i>Décision de ne pas soulever d'objection</i> IP/11/636	24 mai 2011
SA.32172 and SA.32554 – Décision remplaçant la précédente: autorisation temporaire d'une aide en faveur du groupe autrichien Hypo Group Alpe Adria	Décision de ne pas soulever d'objection	19 juillet 2011
SA.31883 – Restructuration de la banque autrichienne ÖVAG	Décision d'ouvrir une procédure approfondie IP/11/1522	9 décembre 2011
SA.31189 – décision modificative dans l'affaire BAWAG	Décision de ne pas soulever d'objection -	19 décembre 2011

BELGIQUE

Belgique

SA.29833 – Surveillance de KBC: modification de certaines mesures figurant dans le plan de restructuration		27 juillet 2011
SA.30962 – Surveillance d'Ethias		12 septembre 2011
SA.33751 – Autorisation temporaire du sauvetage de Dexia Bank Belgique	IP/11/1203	17 octobre 2011
SA.29833 – Surveillance de KBC: prolongation de la date limite de certaines cessions par KBC et modification des engagements en matière de restructuration	-	22 décembre 2011

Belgique/France/Luxembourg

SA.33760, SA.33763, SA.33764 – Autorisation temporaire des garanties sur le financement de Dexia et DCL et ouverture d'une enquête approfondie	Décision d'ouverture IP/11/1592	21 décembre 2011
--	--	------------------

DANEMARK

SA.31867 – Modifications concernant l'aide en faveur de la liquidation de Roskilde bank	Décision de ne pas soulever d'objection EXME 11 / 24.05	24 mai 2011
SA.33001 – Prolongation	EXME/11/28.06	28 juin 2011
SA.33001 – Modification du régime de liquidation en faveur des établissements de crédit au Danemark	Décision de ne pas soulever d'objection EXME/11/01.08	1 ^{er} août 2011
SA. 33757 – Prorogation du régime danois de liquidation en faveur des établissements de crédit	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/1523	9 décembre 2011
SA.32634 – Autorisation temporaire de l'aide au	Décision de ne pas soulever	6 juin 2011

sauvetage en faveur d'Amagerbanken	d'objection IP/11/676	
SA.31945 – Aide à la liquidation en faveur d'Eik Bank	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/677	6 juin 2011
SA.33117 – Aide à la liquidation de Fionia Bank – engagements modifiés	-	18 juillet 2011
SA.33639 – Autorisation temporaire de l'aide au sauvetage en faveur de Max Bank	IP/11/1172	10 octobre 2011

ALLEMAGNE

MC 15/2009 – Landesbank Baden Württemberg "LBBW" – Cession de Deka	-	14 janvier 2011
SA.31646 – Surveillance de la Sparkasse Köln-Bonn - Prolongation de l'échéance pour certaines cessions	-	30 mars 2011
SA.28264 (C15/2009) – Aide à la restructuration de Hypo Real Estate	Décision finale IP/11/898	18 juillet 2011
SA.29338 (C29/2009) – Restructuration de HSH Nordbank	Décision conditionnelle finale IP/11/1047	20 septembre 2011
SA.29590 (C40/2009) – Approbation de la scission de WestLB	Décision finale IP/11/1576	20 décembre 2011
SA.33571 – Autorisation temporaire de la recapitalisation de NordLB	Décision de ne pas soulever d'objection EXME/11/22.12	22 décembre 2011

GRECE

SA.32767 – Modification	EXME 11/04.04	4 avril 2011
SA.33153 – Prolongation	EXME 11/27.06	27 juin 2011
SA.33154 – Prolongation	EXME 11/27.06	27 juin 2011
SA.31154 – Restructuration de la banque agricole de Grèce (ATE)	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/626	23 mai 2011
SA.34064 – Autorisation temporaire, en vue de son sauvetage, de la deuxième recapitalisation de la Banque nationale de Grèce dans le cadre du régime grec de recapitalisation	Décision de ne pas soulever d'objection EXME/11/22.12	22 décembre 2011

HONGRIE

SA.32995 – Prolongation	EXME/11/23.06	23 juin 2011
SA.32993 – Prolongation	EXME 11/09.06	9 juin 2011
SA.32994 – Prolongation	EXME/11/23.06	23 juin 2011

IRLANDE

SA.33006 – Prolongation (incluant des garanties sur les dettes à court terme)	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/673	1 ^{er} juin 2011
SA.33740 – Prolongation (incluant des garanties sur les dettes à court terme)	Décision de ne pas soulever d'objection EXME/11/08.12	8 décembre 2011
SA.29907 and SA.32504 – liquidation ordonnée d'Anglo Irish Bank et d'Irish Nationwide Building Society	Décision finale IP/11/801	29 juin 2011
SA.33216 – Deuxième recapitalisation de Bank of	Décision de ne pas soulever	11 juillet 2011

Ireland en vue de son sauvetage	d'objection IP/11/854	
SA.33144 – Autorisation temporaire de l'aide au sauvetage en faveur de l'entité issue de la concentration d'Educational Building Society et d'Allied Irish Banks	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/892	15 juillet 2011
SA.33311 - Autorisation temporaire de l'aide au sauvetage en faveur d'Irish Life & Permanent Group Holdings	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/913	20 juillet 2011
SA.33023 – Restructuration de Quinn Insurance Limited	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/1187	12 octobre 2011
SA.33443 – Second plan de restructuration de Bank of Ireland	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/1572	20 décembre 2011
SA.33170 – Régime de résolution applicable aux coopératives de crédit en Irlande	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/1574	20 décembre 2011

ITALIE

SA.34032 – Réintroduction du régime italien de garanties	EXME/11/15.12	15 décembre 2011
--	-------------------------------	------------------

LETTONIE

SA.30704 - Autorisation à titre temporaire de l'aide accordée à la Latvian Mortgage and Land Bank et ouverture d'une procédure approfondie au sujet des mesures relatives à la transformation de la banque	Décision d'ouverture IP/12/77	26 janvier 2011
--	--	-----------------

LITUANIE

SA.32188 – Prolongation	EXME/11/21.1	21 janvier 2011
SA.33135 – Prolongation	EXME 11/27.06	27 juin 2011

PAYS-BAS

SA.26674 – Restructuration du groupe ABN Amro	Décision finale conditionnelle IP/11/406	5 avril 2011
SA.33303 – Engagements supplémentaires présentés par SNS Reaal afin de garantir une rémunération adéquate pour l'injection de capital	Décision de ne pas soulever d'objection EXME/11/19.12	19 décembre 2011

POLOGNE

SA.33008 et 32946 – Prolongation	EXME/11/28.6	28 juin 2011
SA.33007 – Prolongation	EXME/11/28.6	28 juin 2011

PORTUGAL

SA.32158 – Troisième prolongation	EXME/11/21.1	21 janvier 2011
SA.33178 – Quatrième prolongation	EXME/11/30.06	30 juin 2011
SA.34034 – Modification	EXME/11/21.12	21 décembre 2011
SA.32157 – Troisième prolongation	EXME/11/21.1	21 janvier 2011
SA.33177 – Quatrième prolongation	EXME/11/30.06	30 juin 2011

SA.26909 – Banco Português de Negócios – ouverture d'une enquête approfondie	Décision d'ouverture IP/11/1235	24 octobre 2011
---	--	-----------------

SLOVENIE

SA.32261 – Autorisation temporaire d'une recapitalisation en faveur de Nova Ljubljanska Banka en vue de son sauvetage	IP/11/264	7 mars 2011
---	---------------------------	-------------

ESPAGNE

SA.32990 – Prolongation	IP/11/673	1 ^{er} juin 2011
SA.33402 – Injection de capital en faveur de Caja de Ahorros de Mediterraneo (CAM)	Décision de ne pas soulever d'objection EXME 11/25.07	24 juillet 2011
SA.33096 – Autorisation temporaire d'une aide au sauvetage en faveur de NCG Banco	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/1143	30 septembre 2011
SA.33095 – Autorisation temporaire d'une aide au sauvetage en faveur de Unnim Banc	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/1143	30 septembre 2011
SA.33103 – Autorisation temporaire d'une aide au sauvetage en faveur de Catalunya Banc	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/1143	30 septembre 2011
SA.33917 (2011/N) – Autorisation à titre temporaire de la recapitalisation et de la facilité de trésorerie consenties à Banco de Valencia	Décision de ne pas soulever d'objection IP/11/1388	21 novembre 2011